



25.018

**Ja zu fairen Bundessteuern  
auch für Ehepaare – Diskriminierung  
der Ehe endlich abschaffen!  
Volksinitiative****Oui à des impôts fédéraux équitables  
pour les couples mariés – Pour enfin  
en finir avec la discrimination  
du mariage !  
Initiative populaire***Fortsetzung – Suite*

## CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.09.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.09.25 (FORTSETZUNG - SUITE)

**Präsidentin** (Riniker Maja, Präsidentin): Wir führen die allgemeine Aussprache über die Volksinitiative fort.

**Mahaim** Raphaël (G, VD): Il y a eu beaucoup de discussions, d'ores et déjà, au sein de ce conseil, au sujet des différents modèles fiscaux. Permettez-moi de ne pas y revenir dans les grandes largeurs. J'indique d'abord mes intérêts : je fais partie des gens qui sont mariés et qui donc, probablement, profiteront de tout nouveau système d'imposition des couples mariés, puisque j'ai la chance de disposer de revenus probablement supérieurs à la moyenne. Qu'il s'agisse du modèle de l'imposition individuelle ou de celui dont nous débattons ici, je ferai donc partie des bénéficiaires. Néanmoins, je suis ici pour vous dire à quel point l'initiative populaire dont nous parlons n'est pas une bonne initiative et ne propose pas une bonne réforme. J'ai envie de le dire de façon très simple, de sorte que l'on n'entre pas dans les détails de fiscalistes – d'autres l'ont fait avant moi –, au moyen de trois points que j'aimerais rappeler pour la suite de nos débats.

Premier point, cela paraît être une évidence, mais reste fondamental à dire, l'égalité entre hommes et femmes n'est absolument pas garantie par le modèle de l'initiative du Centre. J'ai posé une question en commission, avant-hier, à l'un de nos collègues du groupe du Centre, en lui demandant si son groupe était conscient que, dans son modèle, cela restait le système d'une déclaration d'impôts remplie par couple et que, statistiquement, il était démontré que ce sont les hommes qui, en grande majorité, remplissent les déclarations d'impôts, ce qui est, évidemment, un moyen de consolider les inégalités qui existent entre hommes et femmes dans le couple. Le modèle de l'initiative du Centre maintient ce système et cette inégalité. Oui, je le dis ici sans avoir peur des réponses qui seront données, il faut passer à un système qui est peut-être, en apparence, un peu plus complexe, parce qu'on aura deux déclarations d'impôts, l'une pour le mari et l'autre pour la femme, mais c'est le prix à payer pour l'égalité, c'est le prix à payer pour l'autonomie des hommes et des femmes dans la question fiscale. Peut-être faut-il rappeler que cela ne fait pas si longtemps que les femmes ont le droit d'ouvrir un compte bancaire en Suisse. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que la réforme a permis aux femmes d'ouvrir un compte bancaire sans le consentement du mari. Avec le modèle de l'imposition individuelle, qu'évidemment je préconise, on continue sur la même ligne, avec cette idée que l'on doit avoir une parfaite autonomie des deux personnes au sein d'un couple, et non pas uniquement une déclaration qui est forcément remplie par le mari.

Deuxième chose importante à rappeler : la réforme proposée par l'initiative populaire du Centre consacrera, ancrera et figera une forte inégalité selon le revenu. En clair, le modèle choisi favorisera les hauts revenus, profitera aux hauts revenus et défavorisera les plus bas revenus. On peut tourner les choses dans tous les sens, c'est un modèle qui, malheureusement, n'est pas équitable, qui n'est pas juste du point de vue de la logique fiscale. Le seul moyen d'obtenir quelque chose de fondamentalement équitable, c'est le modèle de l'imposition individuelle, puisque l'on tient compte de la capacité économique de chaque membre du couple





sans rentrer dans des bricolages avec les différents instruments fiscaux dont nous avons parlé en long, en large et en travers, et auxquels plus personne ne comprend rien, de toute façon, dans ce débat.

Troisième chose, et non des moindres : l'initiative du Centre ancrera et consacrera encore davantage l'inégalité entre les couples mariés et non mariés. En effet, puisque justement on cherche à favoriser le modèle traditionnel, comme on nous le dit, du couple marié avec le modèle choisi, on peut là aussi tourner les choses dans tous les sens, dans tous les cas, un avantage sera donné aux couples mariés par rapport aux couples non mariés. Peut-être peut-on ici rappeler que toute cette histoire vient d'une discrimination, d'une inégalité qu'on cherche à lever. Le Tribunal fédéral a dit, il y a bien des années, qu'il n'est pas tolérable d'avoir une discrimination fiscale selon le statut marital, selon qu'on est marié ou qu'on n'est pas marié. C'est tout de même assez choquant de déshabiller Paul pour rhabiller Jean, comme on dit, c'est-à-dire de supprimer une discrimination en la remplaçant par une autre, à savoir une discrimination des couples non mariés par rapport aux couples mariés.

Oui, l'égalité a parfois un prix. Lorsqu'on a introduit le droit de vote pour les femmes, à l'époque, cela supposait d'imprimer plus de bulletins. Certains auraient pu crier à l'époque au monstre bureaucratique insupportable, ici, oui, avec le modèle de l'imposition individuelle, nous aurons plus de déclarations d'impôts, mais c'est nécessaire, c'est souhaitable pour la population suisse, pour les hommes et les femmes, pour les couples mariés et les couples non mariés, pour tout le monde, à l'inverse de cette réforme qui ne profitera pas à tout le monde.

**Rechsteiner** Thomas (M-E, AI): Schon 1984 hat das Bundesgericht in einem Urteil festgehalten, dass die Heiratsstrafe verfassungswidrig ist und demnach abgeschafft gehört. Auch 1984 wurde der Film "Die unendliche Geschichte", basierend auf dem Roman von Michael Ende, erstmals aufgeführt. Im Gegensatz zum Film, wo es um eine geheimnisvolle Welt namens Phantásien geht, von der letztendlich ein leuchtendes Sandkorn übrig bleibt, ist die Abschaffung der Heiratsstrafe erstens keine geheimnisvolle Welt und schon gar keine Fantasie, zweitens nicht aktiv angegangen worden und drittens von keinen Hauptdarstellern geprägt worden.

Zur geheimnisvollen Welt: Die Kantone machen es seit Jahren vor – das Doppeltarifsysteem in acht Kantonen, das Vollsplitting in sieben Kantonen, das Teilsplitting in sieben Kantonen, der Einheitstarif in drei Kantonen sowie das Familienquotientensystem zeigen, dass es möglich ist, Ehepaare bundesrechtskonform zu besteuern. Das ist Realität und keine Fantasie, und das kann der Bund im DBG regeln – wenn er das will.

Schauen Sie die Jahresabschlüsse der Kantone und Gemeinden an. Diese waren in den letzten zwanzig Jahren mehrheitlich und über die ganze Schweiz positiv. Die Kantone haben es auch bei fairer Besteuerung der Ehepaare geschafft, die Finanzen im Lot zu halten.

Zu den Aktivitäten: Dass es zur Abschaffung der Heiratsstrafe, welche mehr als 700 000 Doppelverdiener- und Rentnerpaare betrifft, zwei Volksinitiativen der Mitte und mehrere

#### AB 2025 N 1594 / BO 2025 N 1594

Bundesgerichtsentscheide brauchte und auch mehrere verschiedene Vorlagen des Bundesrates nötig waren, ist tatsächlich eine unendliche Geschichte. Dabei wäre es so einfach: Entweder könnte man ein Vollsplitting auf Bundesebene einführen, was ich vom Bundesrat erwartet hätte, oder eben die vorliegende Initiative deutlich annehmen.

Die Politik hat die Voraussetzungen geschaffen, dass alle Paare – gleichgeschlechtliche oder nicht – heiraten können. Deshalb ist weder die Individualbesteuerung noch der Status quo korrekt. Einzig die Umsetzung der Initiative schafft Abhilfe. Ein Vollsplitting wäre grundsätzlich möglich, die Initiative der Mitte fokussiert gemäss den Übergangsbestimmungen auf die alternative Steuerberechnung. Das ist erstens einfach, da für Paare nur eine Steuererklärung auszufüllen ist, zweitens verfahrensökonomisch, da in der Veranlagung nicht mehr Steuererklärungen bearbeitet werden müssen als bisher, drittens gerecht, da dann Ehepaare nicht mehr Steuern bezahlen als unverheiratete Paare, und viertens bürgernah, weil mit der alternativen Steuerberechnung auf jeden Fall der korrekte Steuerwert bzw. das steuerbare Einkommen angewandt wird.

Zu den Hauptdarstellern: Der erste Hauptdarsteller ist der Bundesrat. Frau Bundespräsidentin, die Haltung des Bundesrates, wonach die Beseitigung der Heiratsstrafe ein Ziel ist, freut mich sehr, auch wenn ich den Weg via Individualbesteuerung gar nicht unterstützen kann. Auch bei den Anreizen für die Erwerbstätigkeit hat die Initiative dasselbe Ziel vor Augen – mit der Annahme der Initiative sind diese Anreize ebenfalls möglich.

Der zweite Hauptdarsteller ist die Stimmbevölkerung. Zweimal haben mehr als 100 000 Personen unterschrieben die faire Ehepaarbesteuerung verlangt. Dieses Mal ist der richtige Zeitpunkt, diese Ungerechtigkeit zu beenden, denn es kann nicht sein, dass Paare, die heiraten wollen, vor der Frage stehen: Willst du mich heiraten oder Steuern sparen?



Menschen heiraten in der Schweiz aus einer Mischung aus Liebe und praktischen Gründen wie finanzieller Absicherung, rechtlicher Sicherheit, Erbschaftsregelungen und dem Wunsch, ihre Beziehung öffentlich zu manifestieren. Dass die Steuern die Heirat oft verhindern und doppelverdienende Konkubinatspartner dann im Alter derzeit noch höhere Altersleistungen aus der AHV generieren, muss nicht sein. Empfehlen Sie deshalb die vorliegende Initiative zur Annahme, stärken Sie damit das Institut der Ehe, und befreien Sie Paare vor der Heirat von trockenen fiskalischen Berechnungen.

**Friedl** Claudia (S, SG): Ja, die sogenannte Heiratsstrafe ist ein Problem, aber noch grösser ist das Problem dieser Initiative. Sie will ein überholtes Steuermodell der Vergangenheit festschreiben, anstatt eine moderne Lösung zu schaffen.

Die Initiantinnen und Initianten schlagen vor, die gemeinsame Besteuerung der Ehe fortzuführen, ergänzt durch ein kompliziertes Alternativmodell. Damit bleibt die Steuerpolitik fixiert auf die Ehe als Wirtschaftsgemeinschaft. Das widerspricht nicht nur dem Grundsatz der Gleichbehandlung, sondern auch der gesellschaftlichen Realität. Heute leben viele Menschen in Konkubinen, in Patchwork-Familien oder in anderen Partnerschaftsformen. Eine Reform, die ausschliesslich die Ehe privilegiert, ist nicht zeitgemäss und nicht gerecht. Sie schafft neue Ungleichheiten, statt sie zu beseitigen.

Es gibt eine bessere Lösung: die Individualbesteuerung. Sie ist einfach, fair und zeitgemäss. Sie behandelt alle Menschen gleich – unabhängig vom Zivilstand. Sie stärkt die Erwerbstätigkeit der Frauen, weil der Zweitverdienst nicht länger steuerlich bestraft wird. Und sie ist die einzige Lösung, welche die Gleichstellung tatsächlich voranbringt.

Auch finanziell ist die Initiative der Mitte problematisch. Der Bundesrat rechnet mit jährlichen Mindereinnahmen von bis zu 1,4 Milliarden Franken. Das ist Geld, das dann an anderen Stellen fehlt, bei der Bildung, bei der Vereinbarkeit von Familie und Beruf, beim Klimaschutz oder bei der sozialen Sicherheit. Wir wollen keine Steuerpolitik, die die Allgemeinheit schwächt, nur um ein überholtes Modell zu stützen. Kurz gesagt: Die Initiative ist teuer, und sie ist überholt.

Wir brauchen keine Steuerpolitik, die in den Rückspiegel blickt. Wir brauchen eine Steuerpolitik, die nach vorne schaut, die fair, gleichstellungsorientiert und zivilstandsunabhängig ist.

Darum sage ich klar: Diese Initiative gehört abgelehnt.

**Vincenz-Stauffacher** Susanne (RL, SG): Die Volksinitiative der Partei Die Mitte will in der Verfassung festschreiben, dass die Einkommen von Ehepaaren in der Steuererklärung weiterhin zusammengerechnet und Ehepaare gegenüber unverheirateten Personen steuerlich nicht benachteiligt werden.

Um mit einigen versöhnlichen Worten in mein Votum zu starten, möchte ich zu Beginn erwähnen, dass die Initiative immerhin einen Aspekt aufnimmt, für den sich die FDP und namentlich auch die FDP-Frauen in den letzten Jahren vehement eingesetzt haben, nämlich die Abschaffung der Heiratsstrafe. Danach hören die Gemeinsamkeiten aber leider bereits wieder auf. Denn während mit der Einführung der Individualbesteuerung das Steuersystem an die heutige Lebensrealität angepasst und endlich mehr Gleichstellung und Fairness geschaffen wird, fokussiert die Initiative der Mitte-Partei lediglich auf die Besserstellung von Ehepaaren, und sie zementiert ein Familienmodell, das von der überwiegenden Anzahl der Paare gar nicht mehr gelebt wird.

Dabei ist der Weg bereits bereitet. Im Juni dieses Jahres hat unser Parlament die Volksinitiative und den indirekten Gegenvorschlag zur Einführung der Individualbesteuerung verabschiedet. Während der Beratung der Individualbesteuerung hat sich das Parlament intensiv mit der Aus- und Neugestaltung des Steuersystems und den verschiedenen Möglichkeiten befasst. Im Nachgang dazu hat die Eidgenössische Steuerverwaltung zudem verschiedene Modelle der gemeinsamen Besteuerung wie das Splitting oder die alternative Steuerberechnung genauer angeschaut. Das Fazit war klar: Die Mitte-Initiative würde zwar die Mehrbelastungen bei Ehepaaren abschaffen, aber anders als die Individualbesteuerung keine Zivilstandsneutralität herstellen. Damit würde je nach Konstellation die Benachteiligung von unverheirateten Personen gegenüber Ehepaaren in derselben wirtschaftlichen Situation weiter bestehen bzw. sogar noch verstärkt. Der Preis des Vollsplittings wäre eine hohe Belastung von unverheirateten Personen. Ich verweise diesbezüglich auch auf die Medienmitteilung des Bundesrates vom 7. März 2025.

Mit der Annahme der Volksinitiative und des indirekten Gegenvorschlags zur Individualbesteuerung hat das Parlament im Juni 2025 seinen Willen bereits ausgedrückt. Es will die Karrierechancen und die Altersvorsorge von Zweitverdienerinnen stärken, ihre Selbstständigkeit fördern und zugleich dem Fachkräftemangel entgegenwirken. Die Individualbesteuerung ist eine zeitgemässe und fortschrittliche Lösung für jetzige, aber auch für künftige Generationen. Die Initiative der Mitte steht dieser fortschrittlichen und fairen Lösung hingegen diametral entgegen und ist daher aus meiner Sicht zur Ablehnung zu empfehlen.



Fazit: Mit der Mitte-Initiative würden wir für die Abschaffung der Heiratsstrafe auf ein im Vergleich zur Individualbesteuerung teureres und vor allem auch ineffizienteres System wechseln. Gemäss Berechnungen der Eidgenössischen Steuerverwaltung wären deutlich höhere Steuerausfälle von bis 1,4 Milliarden Franken pro Jahr zu erwarten, schlechtere bis keine Erwerbsanreize, Unfairness, indem die einen à la carte versteuern können – alternative Steuerberechnung für Ehepaare – und die anderen, die Konkubinatspaare, nicht. Gestern wurde in diesem Rat von Nationalrat Leo Müller die Zahl in den Raum geschmettert, dass Paare 5000 Franken mehr Steuern bezahlen müssten. Dabei hat Kollege Leo Müller unterlassen, Ihnen zu sagen – man kann sagen, das sei eine bewusste Unterlassung oder es sei vielleicht einfach vergessen gegangen –, wann eine solche Konstellation eintreffen würde. Wir haben das berechnet, wir haben den Faktencheck gemacht. Bei einem Einkommen in einem Einverdienerhaushalt von 800 000 Franken pro Jahr kann es passieren, dass man eine Mehrbelastung erleidet. Es ist aber sogar bei 800 000 Franken nicht eine Mehrbelastung von 5000

AB 2025 N 1595 / BO 2025 N 1595

Franken, sondern weniger. Man kann das gerne nachrechnen.

Dann muss ich Ihnen sagen, im Zusammenhang mit dem Argument der Bürokratie, die man der Individualbesteuerung immer wieder vorwirft, dass es eher in die Kategorie Realsatire gehört, wenn man die Lösung der Mitte mit dem alternativen Steuersystem, bei dem für eine Steuererklärung sogar zwei Berechnungen gemacht werden müssen, als bürokratiefern anschaut.

Ich fasse zusammen: Wir haben mit der Individualbesteuerung ein System, das die Probleme, die auf dem Tisch liegen, löst. Es ist ein faires, effizientes, austariertes System, und deshalb ist die Initiative der Mitte Volk und Ständen zur Ablehnung zu empfehlen.

**Vontobel** Erich (V, ZH): Seit Jahrzehnten reden wir über die sogenannte Heiratsstrafe, und genauso lange haben Hunderttausende von Ehepaaren in unserem Land zu viel bezahlt. Sie werden gegenüber unverheirateten Paaren steuerlich benachteiligt, obwohl ihre wirtschaftliche Leistungsfähigkeit identisch ist. Das ist schlicht ungerecht, und es ist höchste Zeit, dass wir diesen Missstand beseitigen. Genau das will die Volksinitiative "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!". Das Anliegen ist so einfach wie einleuchtend. Das Einkommen eines Ehepaares wird gemeinsam veranlagt, und das Gesetz muss sicherstellen, dass daraus keine Benachteiligung entsteht. Für die Übergangszeit gibt es eine klare Lösung. Die Steuerverwaltung errechnet gemäss dem Tarif für Unverheiratete eine zusätzliche Alternative, und Ehepaare bezahlen in jedem Fall den tieferen Betrag. Ehepaare werden so garantiert nicht mehr schlechtergestellt, und eine alte Ungerechtigkeit wird endlich beendet.

Die Gegnerinnen und Gegner sagen, die Individualbesteuerung sei der moderne Weg. Es ist vermeintlich der moderne Weg, denn modern ist nicht automatisch gerecht. Was uns hier als Fortschritt verkauft wird, ist in Wahrheit ein Bürokratiemonster, das die bewährten Systeme der Kantone umkrepelt, neue Ungerechtigkeiten schafft und insbesondere Einverdienerfamilien benachteiligt. Anstatt die Heiratsstrafe einfach abzuschaffen, ersetzt man sie durch neue Strafen. Das ist kein Fortschritt, das ist ein Irrweg.

Es geht hier nicht um eine technische Frage des Steuersystems, es geht um Grundsätze. Ehe und Familie sind keine Randmodelle, die der Staat mit der Steuerpolitik nach Belieben lenken darf. Sie sind ein Fundament unserer Gesellschaft, und gerade weil sie ein Fundament sind, verdienen sie nicht nur eine faire Behandlung, sondern auch besondere Wertschätzung und Schutz. Unsere Aufgabe ist es, diese Gemeinschaften zu stärken und ihnen die Freiheit zu lassen, ihr Leben nach eigenen Vorstellungen zu gestalten, sei es mit einem, mit zwei oder mit geteilten Einkommen. Wer die Individualbesteuerung als Allerheilmittel anpreist, verkennet die Realität und nimmt bewusst neue Benachteiligungen in Kauf.

Ja, die Initiative der Mitte hat finanzielle Folgen, doch Gleichbehandlung ist kein Luxus, den man sich nur in guten Zeiten leistet. Rechtsgleichheit ist ein Grundpfeiler unseres Rechtsstaates. Wer heute mit dem Argument der Verteidigung der Einnahmen gegen diese Initiative stimmt, sagt letztlich: Wir wissen, dass es ungerecht ist, aber wir behalten das Unrecht, weil es uns Geld bringt. Ein solches Signal dürfen wir nicht aussenden.

Die WAK-N beschloss mit nur einer Stimme Differenz die Ablehnung; das Ergebnis war so knapp, dass klar ist: Die Argumente für ein Ja sind stark und überzeugen auch viele, die sonst anderer Meinung sind. Auch wir EDU-Vertreter in diesem Rat sehen in dieser Initiative den richtigen Weg. Wir haben die Pflicht, nicht den bequemsten, sondern den gerechtesten Weg zu wählen.

Es geht heute um Glaubwürdigkeit. Wollen wir wirklich zusehen, wie ein offensichtliches Unrecht weiter besteht, oder haben wir den Mut, es endlich zu korrigieren? Mit einem Ja zu dieser Initiative schaffen wir Klarheit, Fairness und Vertrauen. Wir schaffen Vertrauen für die Bürgerinnen und Bürger, dass der Staat sie nicht je nach Zivilstand unterschiedlich behandelt, Vertrauen darauf, dass Ehe und Familie nicht bestraft, sondern



geschützt und gestärkt werden.

Darum bitte ich Sie: Sagen wir gemeinsam Ja zur Volksinitiative "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!" und damit Ja zur Gerechtigkeit für Ehepaare in unserem Land.

**Blunschy** Dominik (M-E, SZ): Niemand soll in der Schweiz mehr Steuern bezahlen müssen, nur weil er oder sie Ja gesagt hat. Diese einfache Gerechtigkeit sollte selbstverständlich sein, wird jedoch durch die sogenannte Heiratsstrafe verletzt, und dies seit Jahrzehnten. Nach der vom Bundesgericht annullierten Abstimmung von 2016 schulden wir den betroffenen Paaren endlich eine verlässliche, saubere Lösung.

Die Volksinitiative der Mitte bietet genau diese Lösung – präzise, zielgerichtet und sofort umsetzbar. Sie schreibt für die direkte Bundessteuer Folgendes fest: Das Einkommen eines Ehepaars wird zwar weiterhin gemeinsam erfasst, gleichzeitig kann aber eine alternative Steuerberechnung nach dem Tarif für Unverheiratete vorgenommen werden. In Rechnung gestellt wird der tiefere Betrag. Damit ist verfassungsrechtlich garantiert: Zu heiraten, darf uns Menschen in der Schweiz steuerlich nie schlechter stellen, als nicht zu heiraten.

Der Bundesrat teilt das Ziel der Nichtbenachteiligung, empfiehlt die Initiative aber mit dem Hinweis auf den laufenden Systemwechsel zur Individualbesteuerung zur Ablehnung. Er bevorzugt also eine Vorlage, die zu einem Ausbau der Verwaltung und der Bürokratie führt – ein wirtschaftliches No-Go. Die Individualbesteuerung würde zu einem enormen, unvermeidbaren administrativen Mehraufwand führen. Etwa 1,7 Millionen zusätzliche Steuererklärungen würden sowohl die Steuerzahlerinnen und Steuerzahler als auch die Kantone unnötig belasten. Hunderte neue Verwaltungsstellen müssten geschaffen werden, um die zusätzlichen Steuererklärungen zu bearbeiten. Das Stimmvolk wird dies hoffentlich verhindern.

Eine effiziente Verwaltung ist entscheidend für ein funktionierendes Steuersystem. Deshalb beantrage ich Ihnen stattdessen, diese Volksinitiative und damit eine Lösung, die auch das Subsidiaritätsprinzip nicht verletzt, anzunehmen. Sie schafft Rechtsgleichheit und Rechtssicherheit. Die Initiative schliesst die Lücke, die uns seit Jahren beschäftigt: Ehepaare dürfen gegenüber anderen Steuerpflichtigen nicht benachteiligt werden – Punkt. Das ist verfassungsmässig klar formuliert, administrativ praktikabel und mit der erwähnten Alternativrechnung ohne Systembruch erreichbar.

Ja, Fairness hat ihren Preis, aber er ist tragbar und ehrlich beziffert. Die Kosten für die Beseitigung einer verfassungsrechtlich problematischen Ungleichbehandlung können wir haushaltspolitisch planen. Die Alternativrechnung stellt für alle Ehepaare sicher, dass sie maximal gleich viel bezahlen wie ein vergleichbares unverheiratetes Paar. Damit profitieren alle, nicht nur Einverdienerpaare, sondern auch Doppelverdienerpaare, die heute überproportional benachteiligt sind.

Dieses Geschäft ist kein Kulturkampf über Eheverständnisse, keine ideologische Weichenstellung. Es ist eine schlichte Frage von Fairness, Rechtsgleichheit und Vertrauen in unseren Staat. Es entspricht unseren Werten: Eigenverantwortung, weil wir Heiratsentscheidungen nicht steuerlich bestrafen; soziale Marktwirtschaft, weil wir Leistung nicht doppelt progressionsbedingt belasten; Föderalismus, weil die Kantone frei bleiben; Nachhaltigkeit, weil wir eine jahrelange Baustelle endlich sauber abschliessen; und gesellschaftlicher Zusammenhalt, weil Heiraten kein fiskalischer Nachteil sein darf.

Wir haben lange genug diskutiert. Heute können wir eine simple Ungerechtigkeit beenden – klar, rasch und verfassungskonform.

Ich empfehle Ihnen im Namen der Fairness, der Rechtsgleichheit und der Verlässlichkeit unseres Steuersystems: Empfehlen Sie die Volksinitiative "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!" zur Annahme.

**Wyss** Sarah (S, BS): Wir sprechen heute einmal mehr über die Bundessteuern; wir taten das auch schon letzte Woche.

AB 2025 N 1596 / BO 2025 N 1596

Bundessteuern bezahlen jene Menschen, welche ein eher höheres Einkommen haben – einfach, damit wir uns im Klaren sind, worüber wir hier sprechen. Wir sprechen hier nicht über Working-Poor. Trotzdem sind solche Debatten natürlich wichtig, und wir führen sie immer und immer wieder.

Das aktuelle System ist verbesserungswürdig. Wir haben es jetzt eigentlich schon von allen – von den Befürwortern, aber auch von den Gegnerinnen – gehört. Es ist verbesserungswürdig, oftmals für Frauen, weil dort der Erwerbsanreiz gedämpft wird.

Für die Individualbesteuerung liegt aber nun ein guter Kompromiss auf dem Tisch. Einerseits erfolgt damit der notwendige Systemwechsel, andererseits ist er auch finanziell tragbar. Die nun vorliegende Mitte-Initiative steht diametral im Widerspruch zu diesem guten Kompromiss. Die Initiative bewahrt die gemeinsame Veranlagung für Ehepaare und verankert diese sogar in der Verfassung. Damit wäre eine spätere Umstellung auf eine



vollindividualisierte Besteuerung schwieriger. Zudem wird die Zivilstandsunabhängigkeit nicht gewährleistet. Unverheiratete Paare würden schlechtergestellt werden. Das geht nicht, und das darf nicht sein.

Zum Finanzpolitischen: Reformen dürfen auch einmal etwas kosten, wenn sie effektiv und sinnvoll sind. Diese Initiative kostet bis zu 3 Milliarden Franken, sie ist aber weder effektiv noch sinnvoll. Sie zementiert Ehestrukturen, anstatt zivilstandsunabhängige Lösungen zu forcieren. Sie fördert die Zweiterwerbstätigkeit weitaus weniger als die Individualbesteuerung. Schliesslich ist sie auch ein Bürokratiemonster, das die Steuerverwaltung wohl eher aufblähen würde. Deshalb bin ich klar der Meinung, dass diese Reform mit Kosten von bis zu 3 Milliarden Franken, welche dann für andere Ausgaben des Bundes fehlen oder Steuererhöhungen an anderen Orten nach sich ziehen, auch aus finanzpolitischen Überlegungen abzulehnen ist.

**Golay Roger (V, GE):** L'initiative poursuit notamment les buts suivants : ouvrir la voie à des incitations positives au travail, afin de créer de nouveaux emplois et davantage de valeur ajoutée en Suisse ; assurer un système fiscal qui cesse de discriminer le mariage et qui reflète la réalité sociale et économique des couples ; mettre en place le calcul alternatif de l'imposition, qui réunit les avantages de l'imposition commune et ceux de l'imposition individuelle sans leurs inconvénients et qui permet aux personnes d'être flexibles dans toutes les situations de vie, l'imposition individuelle désavantageant en effet les couples à un seul revenu et les couples dont les revenus sont nettement différents ; chaque couple devrait pouvoir fixer son taux de travail en fonction de ses besoins, sans contrainte fiscale ou pression économique ; disposer d'un système fiscal qui ne comporte pas de charge administrative supplémentaire pour les couples ; les couples mariés continueraient, en cas d'acceptation, de ne remplir qu'une seule déclaration d'impôt, mais seraient assurés de ne pas payer plus que les personnes non mariées.

Ces objectifs me conviennent. Quant à lui, le Conseil fédéral trouve de nombreuses difficultés liées à la mise en oeuvre de l'initiative en cas d'acceptation. En argumentant de la sorte, il demeure, sans surprise, constant dans sa manière de rejeter ce qu'il n'a pas conçu lui-même. Le véritable motif de rejet réside ailleurs : le Conseil fédéral, sous pression de l'économie qui crie au manque potentiel de main-d'oeuvre, préfère, à tout prendre et sans considérer l'importance de nos traditions, l'initiative pour des impôts équitables et, surtout, évidemment, le contre-projet indirect consistant à introduire une imposition individuelle. Dans ces textes, il y a une plus forte incitation à exercer une double activité lucrative.

La Commission de l'économie et des redevances a décidé, par à peine 13 voix contre 12, de recommander le rejet de l'initiative. L'opinion d'une si forte minorité mérite une réflexion approfondie. Selon cette minorité que je soutiens, les couples mariés doivent rester une communauté économique et être imposés en conséquence. Le modèle familial traditionnel n'a pas besoin d'être bousculé ou révolutionné. Il faut seulement faire en sorte que cela ne soit pas au profit des couples qui se forment hors du mariage. C'est juste, facile à mettre en oeuvre et compatible avec les systèmes fiscaux cantonaux.

Pour ces motifs, je vous invite à soutenir cette initiative.

**Wettstein Felix (G, SO):** Die Mitte-Partei hat mit dieser Initiative etwas Schlaues gemacht: Sie hat einen Titel gewählt, der so gut klingt, dass fast niemand dagegen sein kann. Ich habe ja einige Erfahrungen im Unterschriftensammeln, für diese Initiative habe ich zwar nicht gesammelt – aus guten Gründen –, aber ich kann mir lebhaft vorstellen, wie man als Sammlerin, als Sammler zu vielen Unterschriften kommt: "Wir wollen faire Bundessteuern für Ehepaare. Wir wollen die Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen. Würden Sie da auch unterschreiben?"

Stellen Sie sich vor, auf diese Frage würde jemand auf der Strasse mit einem schroffen "Nein" antworten – das kann es doch nicht sein. Es kann doch niemand ernsthaft wollen, dass Ehepaare auf Bundesebene unfair besteuert werden. Es kann doch niemand ernsthaft dafür sein, dass die Ehe diskriminiert wird. Wir wollen doch alle Fairness, wir wollen Gleichbehandlung unabhängig vom Zivilstand.

Voilà, das ist der springende Punkt: Die Initiative beabsichtigt erklärtermassen gerade nicht eine Gleichbehandlung unabhängig vom Zivilstand. Es geht um die Bevorzugung eines Lebensmodells, und vor allem geht es darum, weniger Steuern zahlen zu müssen. Man punktet bei jenen, die für das Argument, die Steuern seien zu hoch, empfänglich sind.

Ich kann von mir sprechen: Ich bin verheiratet, meine Frau und ich sind Doppelverdienende, verdienen zumindest etwa im Faktor 1,6. Dadurch sind wir in einer relativ hohen Progressionsstufe. Weil wir auch unsere Hypothek weitgehend abbezahlt haben, können wir beim Vermögen wenig Abzug machen; wir zahlen also auch hier ordentlich Steuern – und das ist richtig so! Schliesslich erfüllt der Bund mit seinen Einnahmen viele sinnvolle und wichtige Aufgaben. Im internationalen Vergleich sind unsere Steuern, auch wenn wir alle drei Staatsebenen zusammenzählen, nach wie vor tief. Wir müssen endlich damit aufhören, dem Staat bei jeder



Gelegenheit den Hahn zudrehen zu wollen.

Die Bundessteuer ist in mehrfacher Hinsicht eine gerechte Steuer: Sie ist in der ganzen Schweiz für alle gleich hoch, hat einen relativ hohen Steuerfreibetrag und danach eine vorerst sehr flache Progressionskurve. Das ist im Kontext dieser Debatte wichtig. Es wird ja immer wieder behauptet, das Gegenmodell, das jetzt ständig angeführt wird, eben die Individualbesteuerung, würde jene Paare und Familien benachteiligen, bei denen nur eine Person Geld verdient. Die entscheidende Analyse ist jedoch: Wenn in einem Haushalt nur eine Person der Erwerbsarbeit nachgeht, diese Person zudem keinen hohen Lohn hat und wenn auch Kinderabzüge geltend gemacht werden können, dann ist dieser Haushalt von den Bundessteuern vollständig oder fast vollständig befreit. Ich erachte das als gerecht.

Mit der Initiative entgehen dem Bund erneut hohe Einnahmen, und am meisten profitieren jene, die zu den Privilegierten gehören und sich selbst gerne als Mittelstand bezeichnen. Es gehören ja alle zum Mittelstand, niemand zählt sich zur Oberschicht. Darum sei es an dieser Stelle wieder einmal gesagt: Den Mittelstand gibt es nicht, er ist ein Phantom.

Die vorliegende Initiative bezieht nicht alle Aspekte mit ein. Berücksichtigen wir auch die Bevorteilungen für Ehepaare, wird klar, dass die Ehe nicht a priori diskriminiert wird. Ich spreche insbesondere von der Bevorzugung rund ums Erben. Vor allem aber ist es einmal mehr eine Initiative, die der öffentlichen Hand Mittel entzieht und gleichzeitig die soziale Schere vergrössert. Eine Erhöhung von Gebühren und Konsumsteuern ist die Folge, die Mehrwertsteuer soll es richten.

Das haben weder der Bund noch jene verdient, die zu Recht von der Bundessteuer befreit sind. Darum: Nein zu dieser Initiative.

**Stämpfli** Fabienne (GL, BE): Das heutige Steuersystem basiert auf dem Familienmodell der Nachkriegszeit, darauf, dass die Frau nach der Heirat ihre Erwerbstätigkeit für den Rest oder einen Grossteil ihres Lebens aufgibt und

AB 2025 N 1597 / BO 2025 N 1597

entsprechend ab dem Zeitpunkt der Heirat auf der Steuererklärung ihres Ehemannes veranlagt wird.

Heutzutage sind viele Frauen trotz Heirat und Kindern erwerbstätig, gut ausgebildete und gefragte Fach- und Arbeitskräfte. Ihre Arbeit lohnt sich aber nicht. Die heutige, gemeinsame Veranlagung der Ehepaare führt dazu, dass das Einkommen der Zweitverdienenden – in der Regel sind das die Frauen – zu einem deutlich höheren Steuersatz besteuert wird, als dies bei einer individuellen Veranlagung der Fall wäre. Indem ihr Einkommen so einer ungleich höheren Progression unterliegt, lohnt sich unter Berücksichtigung von Kinderdrittbetreuungskosten und Steuern eine Erwerbstätigkeit für sie kaum. Das bestehende Steuersystem setzt also für verheiratete Frauen den Anreiz, nicht oder nur in tiefen Pensen erwerbstätig zu sein. Auf der Steuererklärung sind die Frauen in den allermeisten Kantonen weiterhin die zweite Person nach ihren Ehemännern, sogar wenn sie die Haupt- oder Alleinverdienerinnen der Familie sind.

Die Zeitachse zeigt die bisherige Entwicklung auf: 1971 wurde das Frauenstimmrecht eingeführt. 1984 erfolgte der Bundesgerichtsentscheid, dass die Heiratsstrafe abzuschaffen sei. 1988 trat das neue Eherecht in Kraft. Der Mann ist seither nicht mehr länger Haushaltsvorstand und bestimmt nicht mehr über die Erwerbstätigkeit der Ehefrau. 2021 erfolgte der Bundesgerichtsentscheid, wonach die Ehe keine Lebensversicherung mehr ist; nach einer Trennung oder Scheidung müssen Frauen wirtschaftlich eigenständig werden.

Heute, Mitte der 2020er-Jahre, ist es nun endlich an der Zeit, das Steuersystem an die heutigen Begebenheiten anzupassen und auch den verheirateten Frauen eine eigene Steuererklärung zuzugestehen und sie zu mündigen Steuersubjekten zu erklären, umso mehr, als das Bundesgericht von ihnen einfordert, wirtschaftlich eigenständig zu sein. Die Individualbesteuerung ist also die logische Konsequenz von Frauenstimmrecht, neuem Eherecht und den genannten Bundesgerichtsentscheiden. Sie setzt durchwegs positive Erwerbsanreize für beide Eheleute, unabhängig vom Verdienst des Partners, der Partnerin. Sie stärkt die finanzielle Unabhängigkeit der Frauen, und sie bringt Zivilstandsneutralität.

Die hier vorliegende Initiative der Mitte steht im Widerspruch zum beschlossenen Projekt der Individualbesteuerung. Sie hält an der gemeinsamen Veranlagung fest, löst die Problematik der schlechten Erwerbsanreize der Zweitverdienenden nicht und optimiert einzig die Steuern, und dies à la carte nur für eine Gruppe, nämlich die Verheirateten. Das wird der heutigen Lebensrealität nicht gerecht.

Nur mit der Individualbesteuerung gelingt es, das Steuermodell der Vergangenheit in die heutige Zeit zu bringen.



**Quadri** Lorenzo (V, TI): L'iniziativa popolare che discutiamo oggi chiede di sancire nella Costituzione federale che i coniugi non siano svantaggiati dal punto di vista fiscale rispetto alle persone non sposate, mantenendo tuttavia il cumulo dei redditi nella dichiarazione d'imposta. L'attuazione concreta spetterebbe al Parlamento.

I possibili modelli di imposizione congiunta non discriminatoria includono diverse varianti di splitting e il cosiddetto calcolo fiscale alternativo. Tuttavia, il Consiglio federale e una maggioranza risicata della Commissione dell'economia e dei tributi, 13 voti a favore e 12 contrari, respingono l'iniziativa e anche un eventuale controprogetto, poiché in contrasto con il modello scelto dalle Camere – peraltro anche in questo caso con maggioranze risicate –, quello della tassazione individuale indipendente dallo stato civile. Contro la tassazione individuale, tuttavia, è in corso il referendum popolare e forse ci sarà anche un referendum dei Cantoni.

Occorre evidenziare le criticità della scelta compiuta dalla maggioranza risicata. In primo luogo, non è vero che con la tassazione individuale i coniugi pagheranno meno. A trarne vantaggio saranno solo le coppie in cui entrambi i partner percepiscono redditi simili. Al contrario, le famiglie in cui uno dei due coniugi guadagna marcatamente di più, o in cui uno riduce la propria attività per occuparsi dei figli o di genitori anziani finiranno per essere penalizzate. Quindi, in altre parole, chi decide di investire tempo e energia nella cura dei congiunti vedrà aumentare il proprio carico fiscale.

Lo Stato, così facendo, utilizza la leva fiscale per imporre un preciso modello familiare, quello in cui entrambi i coniugi lavorano approssimativamente nella stessa misura, ma questa non è equità fiscale, questa è ideologia. Le diverse scelte di vita devono essere rispettate e non penalizzate in modo arbitrario. È particolarmente fuori luogo che venga discriminato chi si dedica all'assistenza non retribuita dei familiari.

A sostegno della tassazione individuale, quindi contro la presente iniziativa, viene poi citata la migliore integrazione professionale delle donne che contribuirebbe a colmare la presunta, sottolineo presunta, carenza di manodopera in Svizzera. Sappiamo però che l'effetto occupazionale è stimato in circa 16 300 posti di lavoro equivalenti a tempo pieno. È un effetto limitato e una tantum, quindi del tutto marginale, se lo confrontiamo con i flussi migratori che ogni anno portano in Svizzera tra 80 000 e 100 000 persone.

A ciò si aggiungerebbe un difetto tutt'altro che secondario: la tassazione individuale comporterebbe 1,8 milioni di dichiarazioni fiscali in più, e per gestirle si stima che sarebbero necessarie, a livello nazionale, tra 1000 e 1600 nuovi funzionari. Quindi altro che semplificazione. Ci troveremmo di fronte ad un vero mostro burocratico e amministrativo, con costi aggiuntivi a carico dei cittadini.

L'eliminazione della penalizzazione fiscale del matrimonio è indubbiamente un obiettivo giusto, ma lo si può ottenere attraverso adeguamenti tariffari, senza quindi stravolgere il sistema. È quanto chiede la presente iniziativa che invito quindi a sostenere. Essa offre finalmente la possibilità, attesa da quaranta anni, di eliminare l'inequità fiscale a danno dei coniugi, senza imporre a tutti la tassazione individuale. Essa permette di evitare di creare una sorta di divorzio fiscale fittizio che porterebbe infinite complicazioni alla messa in pratica, e magari porterebbe anche delle strane speculazioni per ottimizzare le tasse. Salvaguardiamo il principio fondamentale del matrimonio come unione anche economica. Non strumentalizziamo il fisco per imporre un modello di gestione familiare a scapito di altri.

Certo, questa iniziativa, l'abbiamo sentito prima, comporta delle minori entrate per la Confederazione, ma forse è il caso di ricordare che l'imposta federale diretta venne introdotta come misura temporanea ai tempi della prima guerra mondiale. Questa misura temporanea come ben sappiamo è diventata permanente. Pertanto, se le entrate di pertinenza di questa imposta diminuiscono, penso che non sia certamente uno scandalo, considerato che questa imposta avrebbe dovuto essere abolita da tempo.

**Roduit** Benjamin (M-E, VS): La suppression de la pénalisation du mariage est un incroyable serpent de mer. Combien de fois l'avons-nous abordée ici, en commission ou même devant le peuple ? Combien de fois a-t-elle divisé et subi nombre de compromis ? Une fois de plus, et ce, depuis 40 ans, voilà l'imposition des couples suisses de retour avec deux mondes qui s'affrontent, deux visions et au bout du compte une question : quel type de couple doit payer le plus d'impôts ? Or, il est essentiel de ne pas opposer l'un à l'autre modèle.

L'initiative du Centre propose une solution claire et juste où il y aura des gagnants, mais pas de perdants, puisque personne ne sera pénalisé. Vous le savez, par l'institution du mariage, les familles sont le ciment et l'avenir de notre pays : seules les familles pourront combler un manque démographique que nous n'arrivons pas à inverser. Nos familles, même traditionnelles, n'en déplaise à certains, ne doivent pas passer après l'individualisme. Nos familles, n'en déplaise à d'autres, ne doivent pas passer après une main-d'oeuvre importée à grand renfort. Enfin, notre rôle est de supprimer les inégalités sans pour autant en créer de nouvelles.

Au contraire de ce qui a été dit, le mécanisme est très simple. Nous proposons un modèle alternatif où chacun sera gagnant, au contraire du modèle de l'imposition individuelle qui renforce la discrimination à l'encontre des couples mariés avec un seul revenu ou des revenus inégaux. Pire, on peut soupçonner les opposants à notre



initiative d'imposer un modèle d'organisation familiale au seul service de l'économie.

AB 2025 N 1598 / BO 2025 N 1598

Cet avantage est contesté même par des économistes et ce n'est pas sans raison qu'une grande majorité des directeurs des cantons s'oppose au changement de système. De plus, je vous prie de considérer que notre initiative crée également des incitations au travail : sa capacité à s'adapter aux différentes phases de la vie permettra clairement à tous les parents une meilleure conciliation entre la vie familiale et professionnelle.

Et il y a plus grave, en dissociant l'état civil et l'imposition des couples, on nie la famille comme entité économique et sociale ; on nie même la famille tout court. Au risque de vous choquer, je maintiens que c'est un point de vue ultralibéral que de mettre totalement de côté la réalité des familles dans notre pays et celle des familles dont le modèle est peut-être temporairement moins rentable, soi-disant conservateur, mais qui mise sur l'avenir à travers un encadrement optimal de leurs enfants. De plus, vous savez très bien que l'égalité n'est pas toujours justice et que c'est l'équité qui doit être recherchée pour tous, sans privilège, mais sans pénalisation non plus, car la révolution fiscale acceptée avec l'imposition individuelle prêterait toutes les familles qui n'ont pas choisi d'avoir le "bon" modèle soi-disant progressiste. Les bénéficiaires de la réforme seraient une élite de la population, et s'il reste dans cette salle des parlementaires socialistes et solidaires, ils ne pourront que soutenir notre initiative, seule alternative à un système fiscal ultracapitaliste, un système camouflé sous une pseudo-égalité. La société est certes diverse, mais la justice fiscale doit rester équitable.

Enfin, revenons à la simplicité de notre initiative. Pour ceux qui n'ont pas encore compris ou qui ne veulent pas comprendre, nous proposons un calcul alternatif de l'impôt qui permettra de comparer deux modèles : celui de l'imposition commune et celui applicable aux personnes non mariées. Le fisc retiendra le calcul le plus avantageux pour chaque couple. Pas de gros changements exigeant une armée de fonctionnaires pour scruter chaque année 1,7 million de nouvelles déclarations avec de nouvelles déductions qui donneront le tournis aux contribuables, peu motivés à consacrer des heures à évaluer si leur temps de travail rémunéré au sein du couple les pénalise ou pas. Seuls des logiciels reprenant les modèles déjà existants de taxation occuperont quelques informaticiens et fiscalistes. Le contribuable, lui, n'aura rien à faire, si ce n'est d'apprécier qu'il bénéficiera de la taxation la plus favorable, quelle que soit sa situation de couple.

En dernier lieu, sachez que nous ne sommes pas dupes. Les opposants à notre initiative ont fait le forcing avec un timing qui empêchera la population de décider simultanément et sereinement entre deux modèles de taxation dont les enjeux, vous l'avez compris, vont bien au-delà d'un montant final d'impôts sur notre taxation. Nous savons qu'une alliance politique sociolibérale de circonstance veut imposer rapidement un système fiscal qui discrimine de nombreuses familles en Suisse au nom d'une sacro-sainte évolution de la société.

Face à ce que j'apparente à un déni de démocratie, nous avons lancé notre référendum contre l'imposition individuelle. Il aboutira et le peuple saura faire preuve de discernement.

**Wyssmann Rémy (V, SO):** Ich komme aus einem Kanton, in dem das Modell der Initiative funktioniert. Ich komme aus dem Kanton Solothurn. Wir haben seit Jahren dieses Vollsplitting-Modell, und es funktioniert so gut, dass es niemandem aufgefallen ist.

Wie funktioniert dieses Modell? Es ist ganz einfach. Sie haben eine Steuererklärung, Sie haben zwei Einkommen, die zählen Sie zusammen, und dann dividieren Sie die Summe durch 1,9 – nicht durch 2, sondern durch 1,9. Ich weiss nicht, warum; das ist irgendwie wegen der Rundung, keine Ahnung, aber es funktioniert.

Was wäre jetzt die Alternative? Wir wollen ja alle die Heiratsstrafe abschaffen. Die Alternative wäre die Individualbesteuerung. Ich habe Peter Hodel, den Finanzdirektor meines Kantons, angeschrieben und ihn gefragt: Lieber Herr Regierungsrat, zu welchen bürokratischen Kosten und Aufwendungen würde die Individualbesteuerung führen? Er hat mir dann ein E-Mail geschrieben und mir mitgeteilt, es würde 57 000 neue Steuererklärungen, 22 neue Vollzeitstellen und mindestens 4 Millionen Franken Mehrkosten pro Jahr geben. Von diesen 4 Millionen Franken Mehrkosten müssten 1 bis 1,5 Millionen auf die Solothurner Gemeinden abgewälzt werden. Zusätzlich würde die Einführung der Individualbesteuerung zu IT-Kosten von 2,5 Millionen Franken führen.

Ich lebe in einem Hochsteuernkanton. Bei den natürlichen Personen sind wir in Bezug auf die Steuerbelastung auf Platz 24, vor den Kantonen Bern und Jura. Wenn wir nur für eine bürokratische Steuerreform noch mehr solche Stellen schaffen müssen, bricht uns das das Genick. Dann rutschen wir im Steuerrating weiter ab. Das können wir uns einfach nicht leisten, ich will das in unserem Kanton nicht.

Deshalb sage ich ganz klar Ja zu dieser Initiative und Nein zur Individualbesteuerung.

**Jaccoud Jessica (S, VD):** Je prends la parole aujourd'hui pour vous inviter à dire non à cette initiative du



Centre qui n'est ni équitable, ni moderne, ni favorable à l'égalité. On nous vend ici une prétendue solution contre la discrimination du mariage. En réalité, cette initiative institutionnalise une discrimination en fixant dans la Constitution un modèle fiscal obsolète, patriarcal et profondément défavorable à l'égalité entre femmes et hommes.

Aujourd'hui, le système d'imposition commune pénalise le deuxième revenu du ménage, souvent celui des femmes. Cela freine l'entrée sur le marché du travail ou la reprise d'une activité professionnelle après une pause familiale, et cela "désincite" fortement l'augmentation du taux d'occupation. Plutôt que d'en finir avec cette injustice fiscale, l'initiative du Centre l'inscrit dans le marbre. Le message est clair : le mariage reste le noyau de référence et les femmes restent secondaires dans le système économique. Cette logique ne peut en aucun cas être défendue en 2025.

Avec l'imposition individuelle, on respecte chaque personne comme contribuable à part entière, indépendamment de son état civil. C'est ce modèle que les chambres ont majoritairement soutenu dans le contre-projet à l'initiative "pour une imposition individuelle indépendante de l'état civil". C'est le seul système qui permet d'éviter toute discrimination, qu'on soit marié, célibataire, en partenariat enregistré ou parent solo. C'est aussi le seul choix cohérent avec une société moderne, diverse et égalitaire.

Le coût de l'initiative du Centre est par ailleurs vertigineux : 1,4 milliard de francs de pertes fiscales par an contre environ 600 millions pour le contre-projet sur l'imposition individuelle. Et pour qui ? Pour un modèle qui continue de favoriser un seul type de ménage, au détriment de toutes les autres configurations familiales et sociales.

En tant que féministes et socialistes, nous disons non. Nous voulons au contraire un système fiscal qui reconnaisse la diversité des parcours de vie, qui favorise l'indépendance économique des femmes, qui mette fin aux incitations négatives à l'emploi pour le deuxième revenu et qui ne privilégie pas le mariage au détriment de toutes les autres réalités sociales. L'initiative du Centre n'est pas une avancée, c'est un retour en arrière. C'est pourquoi je vous invite à rester ferme face à cette tentative de verrouillage d'une égalité fiscale dans notre Constitution. Disons non à cette initiative, disons oui à l'égalité, oui à l'imposition individuelle !

**Götte Michael (V, SG):** In einem Punkt sind wir uns alle einig: Die Heiratsstrafe in der direkten Bundessteuer ist ungerecht und gehört abgeschafft. Allerdings, und dies ist für mich entscheidend, muss eine neue Lösung drei Punkte beinhalten.

Erstens darf sie zu keiner neuen Ungerechtigkeit führen. Die vom Parlament verabschiedete Individualbesteuerung bestraft verheiratete Ehepaare, bei denen sich ein Elternteil um die Familie kümmert und der andere Elternteil das Familieneinkommen erzielt. Zweitens muss sich eine neue Lösung auf Bundessteuern beschränken. Auch diesbezüglich liegt die Individualbesteuerung quer in der Landschaft. Ohne Not zwingt sie alle Kantone zu einer aufwendigen Neujustierung ihres Steuersystems. Drittens muss eine neue Lösung ohne einen grossen bürokratischen Zusatzaufwand umsetzbar sein.

#### AB 2025 N 1599 / BO 2025 N 1599

Die Initiative "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!" verdient mit Blick auf diese drei Bedingungen eine positive Beurteilung. Sie korrigiert die Heiratsstrafe, ohne die traditionellen Familien abzustrafen. Zudem konzentriert sie sich auf die Bundesebene und lässt sich ohne einen aufgeblähten Verwaltungsaufwand umsetzen.

Meine Frau und ich haben gemeinsam drei schulpflichtige Kinder. Für uns ist selbstverständlich, dass wir beide einer Erwerbstätigkeit nachgehen. Gleichberechtigung ist für uns keine theoretische Maxime, sondern gelebte Wirklichkeit. Meines Erachtens ist es aber falsch, wenn dieses Lebensmodell via Steuersystem indirekt als allgemeinverbindlich erklärt wird. Es ist nicht Sache der Politik, zu entscheiden, welche Familienform die richtige und welche die falsche ist. Bei einer Abschaffung der Heiratsstrafe geht es nicht um Gesellschaftspolitik und auch nicht um Arbeitsmarktpolitik, sondern um eine gerechtere Steuerpolitik. Die einzelnen Bereiche sind getrennt voneinander zu behandeln.

Die Initiative "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!" entspricht diesen an sich selbstverständlichen Grundsätzen des staatlichen Handelns. Auch wenn es heute mit Blick auf die Umsetzung noch zahlreiche Fragezeichen gibt, so bin ich der Überzeugung, dass die Initiative unsere volle Unterstützung verdient.

**Sauter Regine (RL, ZH):** Die Mitte scheint grosse Angst zu haben, dass ihr die traditionelle Wählerschaft abhandenkommt. Wie sonst kann man die Häufung der Initiativen erklären, welche die Ehe zum Gegenstand haben? Heute sprechen wir über die Besteuerung und nächste Woche dann über die Altersvorsorge von



verheirateten Personen. Beiden Initiativen ist gemeinsam, dass sie zum einen überflüssig und zum andern sehr teuer sind.

Die steuerliche Benachteiligung von Ehepaaren, um die es heute geht, ist ein Fakt. Handlungsbedarf ist gegeben. Nur, der Weg, den die Initiative der Mitte vorzeichnet, ist falsch. Er führt in eine Sackgasse – verfassungsrechtlich, gesellschaftlich und wirtschaftlich.

Ich nenne Ihnen vier Gründe, weshalb diese Initiative aus liberaler Sicht abzulehnen ist und warum unser Ansatz der Individualbesteuerung der richtige Weg ist:

1. Die Initiative zementiert ein traditionelles Familienmodell. Mit der expliziten Verankerung der Ehe als Wirtschaftsgemeinschaft in der Verfassung wird ein traditionelles Rollenbild festgeschrieben. Es wird suggeriert, dass nur verheiratete Paare eine besonders schützenswerte wirtschaftliche Einheit bilden. Das widerspricht der gesellschaftlichen Realität. Heute übernehmen Menschen in vielfältigsten Konstellationen Verantwortung füreinander, ob verheiratet oder nicht. Immerhin wird die Ehe nun nicht mehr als Lebensgemeinschaft von Mann und Frau definiert, wie in der ersten Auflage dieser Initiative. Gewisse Veränderungen scheinen also auch bei der ehemaligen CVP anzukommen. Der Staat hat indessen Lebensformen nicht zu bewerten, weder gesetzlich noch faktisch. Die Steuerpolitik darf nicht als Instrument zur Förderung bestimmter Lebensmodelle missbraucht werden.

2. Eine gerechte und zukunftsfähige Lösung liegt bereits auf dem Tisch. Die Initiative der Mitte ist überflüssig. Dieses Parlament hat Ja gesagt zur Einführung der Individualbesteuerung. Das ist klar die bessere Lösung, denn sie orientiert sich nicht am Zivilstand, sondern an der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit des Einzelnen, also am Kernprinzip einer liberalen Steuerpolitik. Wenn Ihnen die gerechte Besteuerung von Ehepaaren so sehr am Herzen liegt, dann bieten Sie nun Hand dafür, dass diese möglichst rasch eingeführt werden kann, und blockieren Sie nicht mit überflüssigen Referenden.

3. Die Initiative verursacht hohe Steuerausfälle, und dies mit fraglicher Wirkung. Die Art der Umsetzung der Initiative ist völlig offen, die Stimmberechtigten kaufen gewissermassen die Katze im Sack. Dies ist entscheidend, denn je nach Ausgestaltung würde die Umsetzung der Initiative den Bund mehrere Milliarden Franken kosten, und dies jährlich. Und wer profitiert? In erster Linie gutverdienende Doppelverdienerhaushalte, nicht aber die Mehrheit der Familien mit mittleren oder tiefen Einkommen. Diese Umverteilung ist nicht nur unsozial, sie ist auch ökonomisch unklug, gerade in Zeiten hoher staatlicher Ausgaben, zunehmender Schuldenlast und demografischer Herausforderungen. Heute braucht es eine gezielte und effiziente Steuerpolitik und keine undifferenzierten Steuergeschenke nach dem Giesskannenprinzip.

4. Die Initiative trägt nichts zur Stärkung des Wirtschaftsstandorts Schweiz bei. Wir stehen als Land wirtschaftlich unter Druck. Die Standortattraktivität der Schweiz ist keine Selbstverständlichkeit mehr. Wir kämpfen mit einer hohen Steuerbelastung, einem internationalen Wettbewerb um Talente und mit zunehmendem administrativem Aufwand für Unternehmen. Was wir jetzt brauchen, ist eine verlässliche und transparente Steuerordnung, die den Arbeitsanreiz stärkt und Leistung belohnt, und dies unabhängig vom Familienmodell. Die Individualbesteuerung leistet genau das. Sie schafft für Zweitverdienende – in der Mehrheit sind das Frauen – klare Anreize, am Arbeitsmarkt teilzunehmen. Das ist nicht nur gleichstellungspolitisch richtig, sondern auch volkswirtschaftlich notwendig, wenn wir den Fachkräftemangel wirksam angehen wollen. Die Initiative der Mitte hingegen setzt falsche Signale und verfestigt Strukturen, die Erwerbstätigkeit bestrafen und wirtschaftliche Potenziale ungenutzt lassen.

Ich komme zum Fazit: Die Initiative ist gut gemeint, aber unnötig. Darum lehne ich sie ab – nicht weil ich gegen Fairness bin, sondern weil ich für echte Gleichbehandlung bin, für Eigenverantwortung, für Wahlfreiheit und für einen starken Wirtschaftsstandort Schweiz, der auf liberalen Grundwerten baut und nicht auf einer ideologischen Verankerung in der Verfassung.

**Schnyder Markus (V, GL):** Ich spreche ebenfalls zur Volksinitiative "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!". In Anlehnung an den Initiativtext, der sehr kurz gehalten ist, werde auch ich mich kurzhalten, zumal es schlicht und einfach nicht wahnsinnig viel dazu zu sagen gibt – ich bitte Sie, der Minderheit zu folgen und die Annahme der Initiative zu empfehlen.

Folgendes möchte ich allerdings noch festhalten: Zumindest was die Zielsetzung der Initiative betrifft, sind sich die meisten politischen Akteure einig darüber, dass die Heiratsstrafe abgeschafft gehört. Denn es darf einfach nicht sein, dass ein notabene sehr bewährtes Familienmodell steuerlich und somit finanziell derart benachteiligt wird. Jetzt wissen wir leider aus Erfahrung, dass es die Politik immer wieder schafft, für einfache Probleme sehr komplizierte Lösungen zu präsentieren. Fast schon meisterlich hat das im vorliegenden Fall die FDP-Liberale Fraktion mit ihrer Individualbesteuerung geschafft. Sie hebt zwar eine Ungerechtigkeit auf, schafft aber zugleich mindestens eine neue, und zu allem Übel kostet es dann auch noch sehr viel Geld, was



– reine Klammerbemerkung – nicht sonderlich liberal ist.

Ich mache es deshalb kurz: Das Lösungsmodell der FDP-Fraktion ist untauglich, deshalb muss es die Initiative der Mitte nun richten. Diese hat den grossen Vorteil, dass sie offenlässt, wie die Diskriminierung aufgehoben werden muss. Sie gibt dem Parlament sogar noch Zeit, dies innerhalb von drei Jahren zu lösen. Das dürfte kein grosses Problem sein, gibt es doch bereits heute Kantone, die über solche Lösungen verfügen, wie z. B. der Kanton Glarus, wo Ehepaare mit dem Splitting- bzw. Teilsplitting-Modell veranlagt werden. Das funktioniert bestens und wurde bereits mehrfach ausgeführt und auch erklärt.

Ich komme deshalb bereits zum Abschluss und zu meinem Fazit: Wir haben ein bekanntes Problem, dieses braucht eine einfache Lösung. Stimmen Sie daher der Initiative zu und machen Sie es danach zum Beispiel wie die Glarner – Problem gelöst!

**Glättli** Balthasar (G, ZH): Es gibt ja nicht nur die Heiratsstrafe. Ja, es gibt sie: für die rund 670 000 Ehepaare, bei welchen beide Partner ein Einkommen haben. Sie zahlen mehr Steuern als für den Fall, dass sie nicht verheiratet wären. Es gibt aber auch den Heiratsbonus. Ebenso viele Personen, rund 650 000 Ehepaare, profitieren davon, gerade solche mit einer klassischen, althergebrachten Rollenverteilung, wonach

AB 2025 N 1600 / BO 2025 N 1600

die Familie mit einem Einkommen und allenfalls mit einem tiefen Zweiteinkommen ernährt wird. Die Mitte kämpft nun mutig für die Abschaffung der Heiratsstrafe, so lautet jedenfalls die Affiche. De facto kämpft sie aber für die Beibehaltung des Heiratsbonus.

Es gibt drei Gründe, dazu Nein zu sagen:

1. Wir sind gegen ein Hüst und Hott. Wir, beide Räte, haben hier am 20. Juni den Beschluss gefasst. Die Individualbesteuerung wird sicher vors Volk kommen. Die Stimmberechtigten sollen entscheiden, ob sie die Heiratsstrafe beseitigen, eine zivilstandsneutrale Lösung einführen und die höhere Progression auf dem Zweiteinkommen abschaffen wollen. Sie werden darüber entscheiden können. Und dann können wir weitergehen. Sollte das entgegen unserem Einsatz scheitern, kann man allenfalls einen zweiten Anlauf nehmen. Jetzt aber den falschen Anlauf schon aufzugleisen, während der richtige noch nicht die Zustimmung der Stimmberechtigten gefunden hat, wäre auch von der Reihenfolge her das falsche Vorgehen.

2. Gerechtigkeit ist mehr und etwas anderes, als den Fünfer und das Weggli zu verlangen. Mich erinnert das Konzept der Mitte, wie sie es jetzt in diesen Umsetzungsbestimmungen auch klar konkretisiert, ein wenig an die unselige Tonnage-Tax-Vorlage, die hier im Rat zum Glück Schiffbruch erlitt. Damals war die Idee, die besteuerten Unternehmen selber darüber entscheiden zu lassen, ob sie das eine oder das andere und für sie günstigere Modell wählen wollen, nämlich die Besteuerung nach Gewinn oder die Besteuerung nach Tonnage. Hier macht es die Mitte – wie soll ich sagen? – noch etwas besser, indem man nicht mal mehr selbst auswählen muss, sondern quasi den staatlichen Rundum-Vollservice und automatisch die günstigere Variante erhält. Ein solcher Vollservice hat einfach seinen Preis, der sich auf Milliarden beläuft – Milliarden von Steuerausfällen, ohne dass es mehr Gerechtigkeit gibt.

3. Gerechtigkeit ist aus grüner Sicht Zivilstandsneutralität. Das meinen doch die meisten Menschen, wenn sie sagen, man solle die Heiratsstrafe abschaffen. Sie meinen, dass es keinen Unterschied machen soll, ob man verheiratet ist oder nicht. Aber die Vorlage, die nun auf dem Tisch liegt, die Idee, wie das gemäss den Vorstellungen der Mitte umgesetzt werden soll, ist nicht zivilstandsneutral. Vielmehr gibt die Vorlage verheirateten Paaren eine Optimierungsmöglichkeit, welche unverheiratete Paare nicht haben. Dem sage ich nicht mehr Gerechtigkeit. Das ist vielmehr der Versuch, ein falsches Modell in neuem Gewand in die Zukunft zu bringen. Sagen Sie Ja zur Individualbesteuerung, sagen Sie Nein zur milliardenteuren Steueroptimierungsautomatisierung für Ehepaare.

**Durrer-Knobel** Regina (M-E, NW): Wir sind uns einig: Die Heiratsstrafe muss abgeschafft werden. Es liegen aber nun zwei Systeme auf dem Tisch, eines, von dem alle verheirateten Paare profitieren können, und eines, von dem nur einige Paare profitieren können, während andere, gerade junge Paare, mehr bezahlen müssten. Für die Mitte ist klar: Wir stehen für faire Steuern, und zwar für faire Steuern für alle. Ein Ja zur Initiative der Mitte ist ein Ja zu fairen Bundessteuern, auch für Ehepaare.

Warum sollten wir ohne Not das ganze Steuersystem auf Gemeinde-, Kantons- und Bundesebene auf den Kopf stellen, wenn es auch einfacher und gerechter geht? In den Kantonen wurde die Heiratsstrafe mit dem sogenannten Splitting längst abgeschafft. Der Bund kann dieses System aufnehmen, vielleicht noch leicht anpassen oder die alternative Steuerberechnung einführen, sodass auch doppelverdienende Ehepaare etwas mehr profitieren können – und schon haben wir unser gemeinsames Ziel erreicht.



Mit der Individualbesteuerung würden wir aber das ganze Steuersystem über den Haufen werfen, hohe administrative Kosten verursachen und neue Ungerechtigkeiten schaffen. So sieht eine optimale Lösung nicht aus. Wenn man die administrativen Mehrkosten für all die kantonalen Gesetzesänderungen und insbesondere für die zusätzlich benötigten Steuerangestellten mitrechnet, kommt die Gegenvorlage wahrscheinlich ähnlich teuer zu stehen wie die Initiative der Mitte. Aber ich möchte eigentlich gar nicht so stark auf die Kosten eingehen, denn beide Vorlagen kosten viel Geld, welches übrigens bisher ungerechtfertigterweise von den Ehepaaren eingezogen wurde.

Ich möchte hier auf einen anderen Punkt etwas näher eingehen. Die Mitte-Initiative ist liberaler, fortschrittlicher und vor allem gerechter als die Individualbesteuerung. Es wird uns ja immer wieder vorgeworfen, wir wollten an einem konservativen Familienmodell festhalten. Die Gegner unserer Initiative rühmen sich der Frauenförderung; die Frauen sollen arbeiten gehen können und auch eine Steuererklärung ausfüllen dürfen. Welche Arroganz! Die Schweiz hat international eine der höchsten Erwerbsquoten von Frauen. Wir Frauen arbeiten, und das schon immer, zuhause und schon längst auch in der Wirtschaft. Und wir können auch Steuerformulare ausfüllen. Schauen Sie sich mal auf einem Steueramt um; das Personal ist mehrheitlich weiblich. Aber es ist schön, dass Sie genau dort Frauenförderung betreiben wollen.

Die Initiative der Mitte bietet eine Lösung für alle Familienmodelle: Doppelverdiener-Ehepaare zahlen weniger, aber auch Alleinerziehende und vor allem junge Familien. Schauen wir uns doch mal deren Realität an. Anekdotisch kann ich aus meiner eigenen Erfahrung erzählen. Mein Mann und ich entschieden zu heiraten, nicht wegen oder trotz der Steuern, sondern weil wir gemeinsam leben und eine Familie gründen wollten. Wie für praktisch alle jungen Eltern war uns klar, dass wir unsere Kleinkinder nicht zu hundert Prozent fremdbetreuen lassen wollten, obwohl wir beide gut ausgebildet waren und einen Job hatten. Wir entschieden dann, auch aufgrund der Möglichkeiten zur Teilzeitarbeit, dass ich mit einem Pensum von hundert Prozent wieder in den Beruf zurückgehe und mein Mann die Kinderbetreuung und die Familienarbeit übernimmt. Er erhöhte dann erst im Lauf der Jahre sein Erwerbspensum wieder. Die Steuererklärung füllte während dieser Zeit, wie auch aktuell, ich aus.

Gerade junge Paare entscheiden sich nicht aufgrund finanzieller Zwänge, sondern aus freiem Willen, die Kinderbetreuung selber zu übernehmen. Dies sollte auch die freiheitliche FDP anerkennen. Wenn dann die Kinder älter sind, wird meist die Erwerbstätigkeit ausgebaut. Dazu braucht es aber auch die Möglichkeit, Teilzeit zu arbeiten und die Fremdbetreuung der Kinder zu finanzieren. Beide Themen sind ja nicht gerade Kernanliegen der FDP. Wir wollen ein einfaches Modell, gerecht für alle, ohne den erzieherischen Mahnfinger zu erheben, dass Hausfrauen endlich arbeiten gehen sollen. Diesen Mahnfinger empfinde ich persönlich als Frechheit.

Deswegen: Gehen wir diesen Schritt in die Zukunft, schaffen wir die Ungerechtigkeit der Heiratsstrafe ab, und schaffen wir nicht noch neue Ungerechtigkeiten – Ja zu fairen Steuern!

**Marchesi** Piero (V, TI): Negli scorsi mesi il Parlamento ha sostenuto l'iniziativa del PLR per l'imposizione individuale, un progetto che l'UDC ha respinto con decisione perché lo riteniamo profondamente sbagliato. È sbagliato perché penalizza le famiglie monoreddito, che in Svizzera sono ancora moltissime. È sbagliato perché ignora la realtà della comunione domestica – il matrimonio è per definizione una comunità di vita e di reddito. È sbagliato perché in definitiva indebolisce il matrimonio e la famiglia, che invece la nostra Costituzione riconosce e tutela.

La vera risposta al problema della penalizzazione fiscale non è l'imposizione individuale, ma l'iniziativa popolare che discutiamo oggi, "Sì a imposte federali eque anche per i coniugi – Basta con le discriminazioni del matrimonio!" Questa iniziativa parte da un principio semplice e chiaro, che tutti possono comprendere: sposarsi non deve mai diventare uno svantaggio fiscale. I coniugi non devono pagare di più solo perché hanno scelto di vivere insieme. Con questa iniziativa si elimina la discriminazione che da anni mina la fiducia dei cittadini nello Stato. Perché che credibilità può avere un ordinamento che da un lato proclama il sostegno alla famiglia e dall'altro lo punisce con il fisco?

Oggi più di 600 000 coppie sposate sono colpite da un onere fiscale maggiore rispetto a chi convive senza sposarsi. È una realtà che non possiamo più accettare. Questa

AB 2025 N 1601 / BO 2025 N 1601

iniziativa garantisce che i coniugi siano trattati in modo equo, e che possano organizzare la propria vita lavorativa e familiare senza doverlo fare in funzione del carico fiscale. Significa dunque dare libertà a una madre o a un padre che vuole ridurre l'attività per occuparsi dei figli, senza per questo subire penalizzazioni fiscali. Significa permettere a una coppia di scegliere come vivere senza che lo Stato li condizioni con un'imposizione punitiva.



Non è solo dunque questione di cifre ma di valori. La famiglia è la cellula fondamentale della nostra società, un pilastro che assicura coesione, solidarietà e stabilità. Una politica fiscale giusta deve riconoscerlo e rafforzarlo, non colpirlo. Vi invito dunque a sostenere con convinzione questa iniziativa popolare. Con essa possiamo finalmente restituire la dignità e l'equità al matrimonio e alle famiglie del nostro Paese.

**Thalmann-Bieri** Vroni (V, LU): Vor 21 Jahren wurde ich als Sozialvorsteherin zuerst in die Gemeindepolitik gewählt, dann kam ich in die Kantonspolitik, und seit bald zwei Jahren bin ich in der nationalen Politik tätig. Dabei habe ich stets jedes Familienmodell unterstützt, egal, welcher Art, also auch die "Ehe für alle". Erst noch kämpften Sie hier auf der linken Ratsseite für dieses Privileg, und nun lassen Sie es fallen.

Als Sozialvorsteherin muss ich in der Sozialhilfe genau diese Familienmodelle anwenden und auch als Einheit betrachten, und das ist auch korrekt so. Es besteht wie eine kleine Gesellschaft untereinander, wobei die Teile dieser Gesellschaft auch voneinander profitieren können. Einzig durch die Steuerpolitik wird dies immer mehr torpediert. Ob tatsächlich Neid oder einfach Missgunst dahintersteckt, entzieht sich meiner Kenntnis. Aber ich merke zunehmend, dass dieser Grundwert in der Gesellschaft immer mehr an Boden verliert. Wie das unserer Gesellschaft schadet, sehen wir immer mehr, und die negativen Auswirkungen müssen nun langsam, aber sicher jedem die Augen öffnen.

Diese Initiative stärkt das traditionelle Familienmodell, dem man sich durch eine Ehe oder ein Konkubinat anschliesst. Das Modell darf dem Ehepaar nicht vorschreiben, wer wie viel Arbeit oder Betreuung zu übernehmen hat, sondern die Einkommen werden zusammengezählt und halbiert. Das ist die richtige Familienlösung, sicher nicht die Individualbesteuerung, die alles verkompliziert und das traditionelle Modell torpediert. Mit dieser heutigen Initiative gibt es kein Bürokratiemonster, bei dem nur die Treuhänder und die Verwaltung von Stellenprozenten bzw. Steuergeldern profitieren. Sie hilft stattdessen direkt und unbürokratisch den Familien, direkt unserem Grundstein für die Zukunft.

Verhindern Sie, dass unsere jungen Familien den Verleider bekommen, und sagen Sie Ja – "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare".

**Farinelli** Alex (RL, TI): A prima vista, l'iniziativa popolare del Centro sembra come quei dolci in vetrina, ben confezionata, apparentemente innocua e anzi pure allettante. Chi non vorrebbe dire addio alla penalizzazione fiscale del matrimonio? Ma appena si legge la ricetta di questa iniziativa, cioè il testo costituzionale, ci si accorge che manca l'ingrediente principale, cioè la soluzione.

Il problema è noto. La tassazione congiunta, combinata con la progressione fiscale, può penalizzare le coppie sposate. Ma invece di cambiare strumento, l'iniziativa propone di inciderlo nella nostra Costituzione. I costi stimati sono tra 1,5 e 3 miliardi di franchi all'anno. E per cosa? Per un sistema che, dati alla mano, finisce per favorire soprattutto chi già sta bene, il 10 per cento più ricco, mentre il ceto medio, che tutti diciamo di voler difendere, qui andrebbe solo a pagare il conto.

L'equità promessa, sbandierata, si scioglierebbe come neve al sole. E attenzione, mentre da una parte si dice di voler eliminare la discriminazione delle coppie sposate, dall'altra si crea una nuova disuguaglianza, questa verso le coppie di fatto. Per loro niente doppio calcolo e niente scelta. È un po' come se a una maratona dessimo le scarpe da corsa solo a chi ha l'anello al dito, mentre gli altri li facciamo correre a piedi nudi. Dov'è questa parità?

Lo splitting, che potrebbe essere la via principale dell'attuazione, non è solo costoso, ma guarda al passato, perché di fatto favorisce il modello a reddito unico, che scoraggia il lavoro delle donne. Altro che riforma verso il futuro. Qui si cementa lo stereotipo degli anni Cinquanta, con il marito che lavora e la moglie che cucina.

Eppure non è vero che non ci siano alternative. Anzi, il Parlamento ha già approvato l'introduzione dell'imposizione individuale, una riforma coerente, socialmente giusta, fiscalmente sostenibile e con effetti positivi sull'occupazione. È questa la strada da percorrere – e non il vicolo cieco costituzionale pieno di promesse e senza indicazioni.

In sintesi, questa iniziativa somiglia a quei regali di Natale troppo grandi per essere veri e dove sotto l'involucro c'è poco, e quel poco che c'è è pure costoso. Per questo vi invito a raccomandare di respingere l'iniziativa.

**Kamerzin** Sidney (M-E, VS): Enfin, depuis la constatation de la pénalisation du mariage au niveau fiscal par le Tribunal fédéral en 1984, la population pourra se prononcer sur la correction de ce système qui désavantage les couples mariés. C'est une excellente nouvelle.

Ce qui est compliqué, c'est qu'on a deux solutions sur la table. Ces deux solutions présentent des similitudes, et la similitude principale, ce sont les pertes fiscales. Dans une période difficile où la Confédération doit faire des efforts en matière de rente AVS, en matière de défense, on va vers des centaines de millions de francs de pertes fiscales dans les deux cas. On a donc un résultat identique qui aboutira à des centaines de millions,



entre 700 et plus de 1 milliard de francs de pertes fiscales selon le modèle qu'on choisira. Cependant, il semble qu'aujourd'hui on ait un consensus pour aller de l'avant avec cette correction de la pénalisation du mariage. Il y a donc des similitudes.

En revanche, il y a également des différences. Que choisir entre l'imposition individuelle, d'une part, et l'initiative du Centre, d'autre part ? Et pourquoi ? Il y a deux arguments essentiels. L'initiative du Centre est une adaptation. Elle ne nécessite pas une révolution au niveau des fiscs communaux et cantonaux, puisque les cantons et les communes ont corrigé cette inégalité fiscale par le quotient familial, par le système du "splitting", et que cette inégalité n'existe plus. Elle existe uniquement au niveau de l'impôt fédéral direct. Alors, pourquoi imposer cette révolution à tous les niveaux de l'État, avec 1,6 ou 1,7 million de déclarations fiscales supplémentaires, avec des centaines de fonctionnaires supplémentaires à engager à tous les niveaux ? C'est une machinerie bureaucratique qu'il n'y a pas lieu de mettre en place dans les communes et dans les cantons, alors qu'il suffit d'adapter et de corriger l'impôt fédéral direct. C'est le premier argument.

Le deuxième est peut-être le plus important : l'initiative du Centre ne fait que des gagnants. Il n'y aura pas de perdants. Avec l'imposition individuelle, on a des modèles clairement perdants : les personnes seules et les couples avec de grandes disparités de revenus ; un revenu beaucoup plus important que l'autre, ou alors un seul revenu. Par rapport au système actuel, ces personnes perdront. Le modèle avec un seul revenu, homme ou femme, se trouvera pénalisé avec l'imposition individuelle, et les personnes seules aussi. Avec l'initiative du Centre, au contraire, les personnes aujourd'hui qui sont mariées et qui sont gagnantes avec le système actuel continueront d'être gagnantes. Pour les personnes seules ou les personnes avec une grande disparité de revenus, tout simplement, le fisc fera un calcul alternatif qui les favorisera.

Dès lors, choisissez le système proposé par l'initiative du Centre, qui n'entraîne pas une révolution au niveau fiscal dans les communes et dans les cantons et qui ne fait que des gagnants au niveau des contribuables.

**Sormanni Daniel (V, GE) :** Nous débattons aujourd'hui d'une initiative qui, à première vue, semble technique, alors qu'elle ne l'est pas. Elle est simple, car, au coeur de cette initiative, il ne s'agit pas uniquement de fiscalité, mais de justice, d'égalité, de cohérence constitutionnelle et d'une inégalité reconnue par toutes et tous. Depuis des décennies, notre système

#### AB 2025 N 1602 / BO 2025 N 1602

d'imposition pénalise une partie de nos citoyens – les couples mariés – simplement en raison de leur statut matrimonial. Ce n'est pas un slogan. C'est une réalité chiffrée, juridiquement et politiquement reconnue. Le Tribunal fédéral l'a affirmé en 1984 et à répétitions reprises. Il a constaté une discrimination inacceptable entre couples mariés et non mariés. Le Conseil fédéral a lui-même reconnu, à plusieurs reprises, que cette situation viole le principe d'égalité de traitement inscrit à l'article 8 de notre Constitution. Et, pourtant, nous sommes en 2025 et cette inégalité subsiste encore.

Par cette initiative, le Centre demande une chose simple : que les couples mariés ne soient plus désavantagés par rapport aux concubins en matière d'impôt fédéral. Elle propose une solution concrète, simple et éprouvée, soit le modèle du splitting, qui consiste à diviser le revenu commun par deux, à appliquer le barème progressif, puis à multiplier le résultat par deux. C'est un mécanisme équitable, déjà en vigueur dans plusieurs pays européens et dans de nombreux cantons suisses, et adapté à notre modèle fiscal. Le splitting est donc simple et efficace.

C'est une nécessité constitutionnelle et politique. Cette initiative ne crée aucun privilège. Elle vise à corriger une injustice structurelle dont la correction ne cesse d'être repoussée dans le temps. Elle donne force constitutionnelle à un principe que nous avons tous déjà reconnu : le mariage ne doit pas entraîner une surcharge fiscale. En d'autres termes, cette initiative est nécessaire, car les promesses politiques n'ont pas été tenues à ce jour. L'égalité devant l'impôt ne peut pas rester un principe abstrait, elle doit se traduire dans la réalité des barèmes et des factures fiscales.

Certes, la mise en oeuvre de cette initiative entraînerait une baisse des recettes fiscales, estimée à plusieurs centaines de millions de francs. Mais est-ce une raison pour maintenir une injustice structurelle ? La justice fiscale ne doit pas être conditionnée au rendement de l'impôt, mais fondée sur l'égalité devant la loi, un pilier de notre État de droit. D'autres avancent que cette réforme profiterait surtout aux ménages aisés. C'est inexact, de nombreux couples à revenus moyens, avec enfants, sont concernés par la pénalisation du mariage. Ce sont souvent des familles où les deux conjoints travaillent à temps partiel, qui se retrouvent lourdement taxées, sans bénéficier d'un traitement égal.

Il est temps de cesser d'en parler et d'agir. Il est temps de mettre fin à une inégalité reconnue, persistante et inacceptable. En soutenant cette initiative, nous affirmons clairement que le mariage ne doit plus être un



désavantage fiscal et que l'équité fiscale est un droit et pas un privilège. C'est une solution simple et éprouvée. Je vous invite donc à accepter cette initiative avec clarté et détermination.

**Jauslin Matthias Samuel (GL, AG):** Gleiche Rechte, gleiche Pflichten, gleiche Steuern: Seit über fünfzig Jahren dürfen Frauen in der Schweiz wählen und abstimmen – damals ein Meilenstein auf dem Weg zur Gleichstellung. Doch auf dem Steuerformular endet ihre Unabhängigkeit noch heute. Das Bundesparlament hat das Manko bzw. das Thema infolge der starken Volksinitiative zur Einführung der Individualbesteuerung aufgenommen und ein neues, nachhaltiges Steuersystem auf die Schiene gebracht. Denn wer allen Bürgerinnen und Bürgern das Stimmrecht gibt, muss ihnen als eigenständigen, mündigen Menschen auch das volle Steuerrecht geben – und keine Abhängigkeit schaffen von der Partnerin oder dem Partner, keine Sonderlösungen in Abhängigkeit vom Zivilstand, keine Bestrafung fürs Arbeiten.

Das Bundesgericht sagt klar: Ehepartner sollen wirtschaftlich unabhängig sein. Und das neue Eherecht zeigt: Die Ehe ist heute keine Lebensversicherung mehr, sondern eine von vielen möglichen Lebensformen.

Die Individualbesteuerung ist die logische Konsequenz daraus. Sie schafft echte Wahlfreiheit für alle Geschlechter. Sie macht Arbeit lohnenswert, und zwar unabhängig vom Zivilstand. Sie passt zu unserer Zeit, sie ist modern, gerecht und transparent.

Und was macht die Initiative der Mitte-Partei? Sie hält krampfhaft am alten Modell der gemeinsamen Veranlagung fest. Sie optimiert Steuern nur für eine privilegierte Gruppe, nämlich für verheiratete Paare. Das ist keine Gleichstellung, das ist ein Rückschritt. Doch auch die Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt dürfen nicht ausgeblendet werden. Wer Arbeitskräfte will, muss Arbeit lohnend machen. Den Fachkräftemangel bekämpft man nicht mit alten Steuerideen.

Die Schweiz steht vor einer massiven Herausforderung: Tausende Stellen bleiben schon heute unbesetzt, und in den nächsten Jahren wird sich die Lage dramatisch verschärfen. Über eine Million Babyboomer, auch ich, gehen in Pension, und es rücken zu wenige nach. Bis 2030 fehlen uns über eine halbe Million Arbeitskräfte. Handwerk, Produktion, Dienstleistung, Pflege und Gesundheit – überall droht der Kollaps. Mehr Zuwanderung? Das allein reicht nicht. Zudem bringt die Zuwanderung politische Spannungen, Druck auf den Wohnungsmarkt und höhere Kosten für die Infrastruktur mit sich.

Was wir brauchen, liegt auf der Hand und ist im Inland zu finden, wo es ein riesiges, ungenutztes Arbeitspotenzial gibt, vor allem bei jenen, die heute wegen des Steuersystems bestraft werden, wenn sie mehr arbeiten, also bei den Zweitverdienenden; meist sind das Frauen.

Bei der Individualbesteuerung rechnet der Bund mit klaren Effekten, nämlich mit 150 000 Personen, die ihr Pensum um durchschnittlich 30 Prozent erhöhen. Das ergibt 44 000 zusätzliche Vollzeitarbeitskräfte. Das ist echte Wirtschaftspolitik und Gleichstellung mit direkter Wirkung. Nur die Individualbesteuerung passt das Steuermodell von gestern an die Realität von heute an. Sie schafft echte Chancengleichheit, und dies nicht nur auf dem Papier, sondern auch im Portemonnaie.

Im Gegensatz dazu schafft die Initiative der Mitte-Partei maximal 8600 zusätzliche Stellen und hält weiterhin an einem überholten System der gemeinsamen Veranlagung fest. Mein Fazit lautet: viel Getöse, wenig Wirkung. Was wir brauchen, ist kein Retro-Steuermodell, sondern eine Zukunftslösung.

Sagen Sie Nein zu einer Initiative, die alte Muster zementiert und nicht hält, was sie verspricht.

**Aeschi Thomas (V, ZG):** Am 3. Juli 2025 hat eine überparteiliche Allianz bestehend aus SVP, Mitte, der EDU, der EVP und dem Schweizer Bauernverband das Referendum gegen das FDP-Bürokratiemonster Individualbesteuerung ergriffen. Auch zahlreiche Kantone haben bereits das Kantonsreferendum beschlossen.

Die Vorlage zur Individualbesteuerung verspricht Gleichbehandlung. In Wahrheit bedeutet sie aber höhere Steuern für den Mittelstand, bürokratischen Aufwand und die Entwertung traditioneller Familienmodelle. Die Reform ist ideologisch motiviert, zentralistisch geprägt und benachteiligt all jene, die familiäre Verantwortung übernehmen.

Die Individualbesteuerung des progressiven FDP-Flügels tönt gut, ist aber in Wirklichkeit ein Steuerschwindel. Sie bringt Ihnen als Steuerzahler mehr Belastung statt Gerechtigkeit. Wenn Sie verheiratet sind, dann werden Sie mit der Individualbesteuerung künftig zwei Steuererklärungen ausfüllen müssen, weil Wohneigentum, Vermögen, Abzüge usw. bürokratisch getrennt werden müssen. Wenn Sie zusammen mit Ihrem Ehemann oder mit Ihrer Ehefrau ein Geschäft oder einen Landwirtschaftsbetrieb haben, dann müssen Sie künftig sogar drei Steuererklärungen ausfüllen. Die Individualbesteuerung führt zu 1,7 Millionen zusätzlichen Steuerveranlagungen. Um diese zu bearbeiten, wären schweizweit etwa 1700 zusätzliche Steuerbeamte nötig. Für die Kantone heisst das zusätzliche Kosten, allein für die Löhne der neuen Beamten wären es 100 bis 160 Millionen Franken pro Jahr. Dazu kämen noch die Kosten für die Umstellung. Das sind Mehrkosten, die Sie als Steuerzahler wie-



derum mit Ihren Steuern bezahlen müssten. Das ist Irrsinn. Ein weiteres Mal bittet hier die FDP den Mittelstand zur Kasse.

Die Initiative des progressiven FDP-Flügels ist auch ein Angriff auf die kantonale Steuerhoheit und den Föderalismus. Alle Kantone müssten ihr geltendes Steuerrecht durch die ungerechte Individualbesteuerung ersetzen. "Im Hause muss beginnen, was leuchten soll im Vaterland", sagte schon Jeremias Gotthelf. Genau die für die direkte Demokratie der Schweiz so bedeutende Kernfamilie will der progressive

**AB 2025 N 1603 / BO 2025 N 1603**

FDP-Flügel aber weiter schwächen. Die Individualbesteuerung führt zu einer deutlich höheren Steuerlast für Familien mit nur einem Einkommen und für viele Ehepaare, die Teilzeit arbeiten. Sie bestraft damit jene Paare, die die Verantwortung beispielsweise für die Kinderbetreuung oder die Altenpflege eigenverantwortlich untereinander aufteilen.

Die SVP setzt sich dafür ein, dass die Heiratsstrafe abgeschafft wird. Die Individualbesteuerung des progressiven FDP-Flügels ist der falsche Weg. Sie führt zu noch mehr Bürokratie und schafft neue Ungerechtigkeiten. Stattdessen liegt mit der Initiative "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!" die ideale Lösung auf dem Tisch. Die Bundesverfassung wird dabei um folgende Bestimmung ergänzt: "Das Einkommen eines Ehepaars wird zusammengerechnet. Das Gesetz sorgt dafür, dass Ehepaare gegenüber anderen Steuerpflichtigen nicht benachteiligt werden." Mit einer solchen Regelung auf Verfassungsebene ist der Weg frei für eine Umsetzung mit dem bewährten Einkommenssplitting oder einem Einheitstarif, wie er von mehr als zwei Dritteln der Kantone – konkret: siebzehn Kantonen – bereits angewandt wird.

Unterschreiben Sie deshalb noch heute das Referendum gegen das FDP-Bürokratiemonster Individualbesteuerung, und stimmen Sie heute Ja zur Initiative "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!".

**Jost Marc** (M-E, BE): Vierzig Jahre ist es her. Vor vierzig Jahren war der Kalte Krieg auf dem Höhepunkt, Margaret Thatcher Premierministerin von Grossbritannien, Prince veröffentlichte "Purple Rain", und Apple brachte den Macintosh auf den Markt. Vor vierzig Jahren also, als dies passierte, wurde in der Schweiz juristisch durch das Bundesgericht festgestellt, die steuerliche Diskriminierung von Ehepaaren sei verfassungswidrig. Dieser Gerichtsentscheid war unmissverständlich. Er gibt uns als gesetzgebende Gewalt seit Langem den Auftrag, dass hier etwas geändert werden muss. Bis heute haben wir es nicht geschafft, eine tragfähige Lösung für dieses Problem zu finden. Es betrifft 1,4 Millionen Bürgerinnen und Bürger. Deshalb ist es an der Zeit, diese lang anhaltende Ungerechtigkeit aus der Welt zu schaffen.

Genau das tut unsere Initiative auf eine faire Art und Weise. Sie tut es nicht, indem sie ein verheiratetes Paar als zwei einzelne Steuereinheiten definiert, obwohl die Personen entschieden haben, als Einheit gesehen zu werden. Sie tut es nicht, indem sie einen unvorstellbaren Mehraufwand für Behörden und Bevölkerung erzeugt. Es müssen damit nicht plötzlich doppelt so viele Steuererklärungen ausgefüllt und bearbeitet werden. Eine wichtige Zwischenbemerkung: Steuererklärung und Steuerberechnung ist nicht das Gleiche. Eine Steuerberechnung kann mit kleinstem Aufwand automatisiert werden; eine Steuererklärung muss ausgefüllt, bearbeitet, überprüft werden – das ist der Unterschied in der Bürokratie. Mit unserer Initiative haben wir eine schlanke, effiziente Lösung. Und unsere Initiative tut es nicht, indem sie neue Benachteiligte schafft.

Die individualistische Lösung der FDP hat einen pädagogischen Ansatz; das ist falsch, wie auch von Kollegin Durrer betont wurde. Der Ansatz besagt: Wenn sie nicht Erwerbsarbeit leisten, dann bestrafen wir sie mit höheren Steuern. Das ist in einer freiheitlichen Gesellschaft doch einfach nicht angebracht. Freiheit bedeutet: Jede Familie, jedes Paar definiert das Modell, wird nicht mehr diskriminiert und auch als Ehepaar nicht benachteiligt. Es geht nicht um riesige Einkommen, aber auch bei kleineren Einkommen geht es schon um mehrere tausend Franken, die dann mehr bezahlt werden.

Für die EVP ist deshalb klar: Die Fairness-Initiative bietet für dieses echte Problem die echte Lösung. Sie ist der Individualbesteuerung klar vorzuziehen, stärkt Familien und Ehepaare in der Schweiz nachhaltig. So können wir nach vierzig Jahren – nebst den Neonfarben, Stirnbändern, Dauerwellen und Schulterpolstern aus den Achtzigerjahren – auch das Problem der steuerlichen Diskriminierung von Ehepaaren endlich hinter uns lassen. Mit dieser Initiative wäre diese Ungerechtigkeit endlich Vergangenheit.

Besten Dank, dass Sie dieser Initiative zustimmen.

**Keller-Sutter Karin**, Bundespräsidentin: Im Juni 2025 hat das Parlament die Vorlage zur Individualbesteuerung angenommen und somit einen Systemwechsel bei der Paar- und Familienbesteuerung beschlossen. Zu dieser



Vorlage wird voraussichtlich im ersten Semester 2026 eine Volksabstimmung stattfinden.

Heute beraten Sie eine Volksinitiative, welche Paare weiterhin als Wirtschaftsgemeinschaft betrachten und entsprechend besteuern möchte. Die Volksinitiative der Mitte-Partei ist am 27. März 2024 eingereicht worden. Am 7. März 2025 hat der Bundesrat Ihnen seine Botschaft überwiesen, mit dem Antrag auf Ablehnung ohne direkten Gegenentwurf oder indirekten Gegenvorschlag. Die Mehrheit Ihrer Kommission folgt dem Bundesrat und beantragt, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Weil das Steuerrecht heute Ehepaare als wirtschaftliche Einheit beurteilt, werden die Einkommen der Eheleute zusammengerechnet. Im Gegenzug profitieren Ehepaare vom günstigeren Verheiratetentarif, und sie profitieren auch von zusätzlichen Abzügen, zum Beispiel von dem Zweiverdienerabzug. Das führt dazu, dass Ehepaare je nach Konstellation mehr oder weniger Steuern bezahlen müssen als unverheiratete Paare in gleichen wirtschaftlichen Verhältnissen. Hinzu kommt, dass bei der direkten Bundessteuer und in vielen Kantonen auch bei unverheirateten Paaren mit Kindern ein Elternteil den günstigeren Verheiratetentarif erhält. Tendenziell führt dies zu einer Bevorteilung unverheirateter Paare mit Kindern. Es gibt neben der Heiratsstrafe aber auch einen Heiratsbonus – das geht manchmal vergessen.

Von der Heiratsstrafe betroffen sind bei der direkten Bundessteuer typischerweise Zweiverdiener-Ehepaare mit hohem Einkommen, namentlich auch solche mit Kindern. Umgekehrt profitieren Ehepaare mit nur einem Einkommen oder einem tiefen Zweiteinkommen typischerweise vom Heiratsbonus. Die jüngsten plausibilisierten Schätzungen der Eidgenössischen Steuerverwaltung gehen bei der direkten Bundessteuer von je rund 650 000 betroffenen Ehepaaren mit einem Heiratsbonus und einer Heiratsstrafe aus. Aufgrund der ungenügenden Datenlage sind diese Schätzungen allerdings mit hoher Unsicherheit verbunden. Für die kantonalen Steuern liegen keine Schätzungen vor.

Was möchte die Initiative? Die Initiative verlangt explizit das Zusammenrechnen der Einkommen der Eheleute für die direkte Bundessteuer. Das Gesetz soll zudem dafür sorgen, dass Ehepaare gegenüber anderen Steuerpflichtigen nicht benachteiligt werden. Wird die Volksinitiative angenommen, müssen gemäss Übergangsbestimmungen die gesetzlichen Ausführungsbestimmungen spätestens drei Jahre nach Annahme durch Volk und Stände in Kraft treten. Andernfalls muss der Bundesrat auf diesen Zeitpunkt hin auf dem Verordnungsweg eine alternative Steuerberechnung für Ehepaare einführen. Dabei ist er an den Tarif und die Abzüge gebunden, wie sie das Gesetz heute für unverheiratete Personen vorsieht.

Ich spreche zuerst über die Grundnorm der Volksinitiative, bevor ich dann zu den Übergangsbestimmungen komme und diese etwas näher erläutere; das ist dann auch für die Volksabstimmung wichtig.

Die vorgeschlagene Grundnorm schränkt Ihren Gestaltungsspielraum als Gesetzgeber bei der Besteuerung von Ehepaaren im Vergleich zu anderen Steuerpflichtigen ein. Die Einkommen der beiden Eheleute müssten künftig zusammengerechnet werden, und diese dürften gegenüber anderen Steuerpflichtigen nicht benachteiligt werden. Bisher leitete das Bundesgericht die Vorgaben zu den Belastungsrelationen für die Gesetzgebung aus dem allgemeinen Rechtsgleichheitsgebot ab. Es akzeptierte dabei gewisse Unterschiede in den Belastungsrelationen. Die vorliegende Verfassungsbestimmung sieht hingegen ein ausdrückliches Verbot von steuerlichen Benachteiligungen von Ehepaaren vor. Dabei stellt sich die Frage, ob jegliche Mehrbelastung in jedem Einzelfall auszuschliessen wäre. Unabhängig davon würden zwangsläufig Mehrbelastungen von unverheirateten Personen im Vergleich zu Ehepaaren resultieren. Die Grundnorm schreibt hingegen nicht vor, wie die gemeinsame Besteuerung der Ehepaare im Gesetz umgesetzt werden muss.

#### AB 2025 N 1604 / BO 2025 N 1604

Es stünden daher grundsätzlich verschiedene Modelle und Möglichkeiten, verschiedene Formen des Splittings sowie eine alternative Steuerberechnung zur Verfügung. Damit eröffnen sich bei der konkreten Ausgestaltung unterschiedliche Gestaltungsspielräume.

Bei einem Splitting-Modell sind insbesondere folgende Punkte relevant: erstens die Höhe des Splitting-Faktors, zweitens die Frage, ob der Splitting-Vorteil auch Unverheirateten mit Kindern zugutekommt, und drittens die Frage, ob man den Zweiverdienerabzug abschafft oder nicht. Bei der alternativen Steuerberechnung stellen sich im Wesentlichen drei Fragen: erstens, ob gewisse Einkünfte und Abzüge der Eheleute pauschal oder nach den tatsächlichen Verhältnissen zugeteilt werden; zweitens, ob die Abzüge für Ehepaare aufgehoben werden oder nicht; drittens, ob der heute privilegierte Verheiratetentarif für Unverheiratete mit Kindern bestehen bleibt oder nicht.

Würde der Bundesrat die Volksinitiative vorübergehend, gestützt auf die Übergangsbestimmungen, auf dem Verordnungsweg umsetzen, müsste er, wie erwähnt, die alternative Steuerberechnung einführen. Es ist auch das Modell, das von der Mitte-Partei im Argumentarium zur Initiative ganz grundsätzlich gefordert wird. Konkret würde die Berechnung des Steuerbetrags in einem ersten Schritt gemäss der heutigen gemeinsamen



Veranlagung von Ehepaaren erfolgen und in einem zweiten Schritt dann gemäss der Veranlagung von unverheirateten Personen, also individuell. Schliesslich würde dem Ehepaar der niedrigere der beiden berechneten Steuerbeträge in Rechnung gestellt.

Ich komme zu den finanziellen Auswirkungen. Die finanziellen Auswirkungen der Grundnorm bei Annahme der Initiative lassen sich nicht vorhersagen. Sie hängen davon ab, wie der Gesetzgeber die Initiative konkret umsetzen würde. Entscheidend wäre insbesondere, welche Tarife der Gesetzgeber letztlich wählen würde. Müsste der Bundesrat die Initiative aber gestützt auf die Übergangsbestimmung mit der alternativen Steuerberechnung umsetzen, wäre gemäss Schätzungen – bezogen auf das Steuerjahr 2025 und gestützt auf die aktuell geltenden Tarife – von Mindereinnahmen bei der direkten Bundessteuer zwischen rund 700 Millionen und rund 1,4 Milliarden Franken pro Jahr auszugehen. Die Kantone hätten gemäss ihrem Anteil an der Bundessteuer 21,2 Prozent dieser Mindereinnahmen zu tragen.

Eine Umsetzung, welche die Mindereinnahmen ausgehend vom geltenden Tarif auf 700 Millionen Franken beschränken würde, hätte allerdings auch Mehrbelastungen zufolge. Konkret beruht dieser vergleichsweise tiefe Betrag auf der Annahme, dass bei der Umsetzung der günstigere Elterntarif für Unverheiratete mit Kindern und die heutigen Abzüge für Ehepaare abgeschafft würden. Die Mehrbelastungen würden daher insbesondere bei unverheirateten Paaren mit Kindern und bei Alleinerziehenden auftreten, aber auch bei Ehepaaren mit ungleicher Einkommensaufteilung, bei denen die alternative Steuerberechnung nicht zu tieferen Steuerbeträgen führen würde und damit eben nicht zum Tragen käme. Hingegen würden rund doppelt so hohe Mindereinnahmen von geschätzt 1,4 Milliarden Franken resultieren, wenn das Tarifprivileg für unverheiratete Personen mit Kindern sowie die zivilstandsabhängigen Abzüge beibehalten und zusätzlich ein neuer Einverdienerabzug für Ehepaare eingeführt würden.

Ich komme zur Verteilungswirkung. Die Eidgenössische Steuerverwaltung hat im Auftrag Ihrer vorberatenden Kommission Analysen zu verschiedenen Varianten der alternativen Steuerberechnung und des Splittings erstellt. Diese Schätzungen stützen sich auf die geltenden Tarife. Sie zeigen neben den finanziellen Auswirkungen die Veränderung der Steuerbelastung für verschiedene Personenkategorien und Einkommensklassen sowie die Beschäftigungseffekte. Die Ergebnisse bestätigen die Aussage, die der Bundesrat bereits in seiner Botschaft gemacht hatte. So würden gemäss den Schätzungen die Entlastungen tendenziell bei den hohen und teilweise bei den mittleren Einkommen auftreten. Allfällige Mehrbelastungen würden sich eher bei den tieferen und teilweise bei den mittleren Einkommen ergeben.

Dieses Ergebnis überrascht nicht. Die alternative Steuerberechnung entlastet Ehepaare, die heute gegenüber unverheirateten Paaren eine Mehrbelastung haben; das ist die viel zitierte Heiratsstrafe. Das sind nun einmal in der Tendenz diejenigen mit höheren Einkommen. Bei einem Splitting stellt man ebenfalls fest, dass dieses tendenziell die höheren Einkommen entlastet. Auch bei der Ausgestaltung der Vorlage zur Einführung der Individualbesteuerung standen wir alle vor dieser Herausforderung. Aufgrund des Systemwechsels und der starken Progressivität der direkten Bundessteuer fielen auch dort die Entlastungen in einem ersten Schritt vor allem bei den hohen Einkommen an. Die Problematik der Mehrbelastung bei Unverheirateten mit Kindern wegen des Verlusts des heutigen Tarifprivilegs war ebenfalls vorhanden. Der Bundesrat gestaltete die Vorlage zur Individualbesteuerung deshalb so aus, dass diese Auswirkungen in einem zweiten Schritt möglichst abgefedert werden können. Hauptinstrument dazu war die Erhöhung des Kinderabzuges – wir haben darüber gesprochen –, sodass die Mindereinnahmen am Schluss bei 600 Millionen Franken zu liegen kommen.

Die Beschäftigungseffekte haben einige in ihren Voten angesprochen. Die alternative Steuerberechnung löst stärkere Beschäftigungseffekte aus als Splitting-Modelle. Der Grund dafür ist, dass bei Ehepaaren teilweise eben die individuelle Besteuerung zum Tragen kommt. Diese hat – das haben wir bei der Vorlage zur Individualbesteuerung gesehen – bekanntlich den Vorteil, dass bei einer Erhöhung des Zweiteinkommens eine geringere Steuerbelastung anfällt. Der geschätzte Beschäftigungseffekt ist jedoch in allen diesen Modellen geringer als bei der Individualbesteuerung.

Ein weiteres, etwas emotionales Thema ist der administrative Aufwand. Ihre vorberatende Kommission ergänzte den Auftrag zur Analyse der Modelle mit einer Umfrage an die Kantone zum administrativen Aufwand. Dabei sollte die alternative Steuerberechnung mit der Individualbesteuerung verglichen werden. Das Ergebnis wird Sie nicht überraschen: Eine Mehrheit der Kantone erachtet beim Umstellungsaufwand die alternative Steuerberechnung mit pauschaler Zuteilung als am wenigsten aufwendig. Mit "pauschaler Zuteilung" ist gemeint, dass beispielsweise Vermögenserträge hälftig zugeteilt werden, losgelöst von den tatsächlichen Verhältnissen. Eine Minderheit der Kantone sieht das anders und erwartet vom Wechsel auf eine Individualbesteuerung weniger Aufwand. Die Interpretation, warum die Kantone zu diesen unterschiedlichen Einschätzungen kommen, überlasse ich gerne Ihnen. Die letzte Meinungsäusserung der Kantone war, dass man am besten alles beim Alten lassen solle, dann gebe es keinen Mehraufwand.



Warum lehnt der Bundesrat die Initiative ab? Der Bundesrat unterstützt das Anliegen der Initiative, das Problem der Heiratsstrafe zu lösen. Es gibt jedoch mehrere Gründe, warum sich der Bundesrat gegen die Initiative ausgesprochen hat.

Erstens möchte ich betonen, dass sowohl mittels gemeinsamer Besteuerung als auch mittels individueller Besteuerung eine Möglichkeit besteht, die steuerliche Mehrbelastung von Ehepaaren dort, wo sie tatsächlich auftritt, letztlich zu verhindern oder zu vermeiden. Der Gesetzgeber soll aus Sicht des Bundesrates weiterhin die Freiheit haben, das Modell zu wählen, das er als richtig erachtet, und er soll diesbezüglich nicht durch die Verfassung gebunden sein. Daher lehnt der Bundesrat auch die Initiative der FDP-Frauen ab. Er möchte nicht, dass in der Verfassung der Zivilstand festgelegt wird. Gerne erwähne ich bei dieser Gelegenheit noch, dass der Gegenentwurf zur Initiative der FDP-Frauen im Auftrag des Parlamentes entstanden ist, und zwar nicht als indirekter Gegenentwurf, sondern das Parlament erteilte dem Bundesrat im Rahmen der letzten Legislaturplanung den Auftrag, die Individualbesteuerung einzuführen. Das hat sich dann überschritten.

Zweitens würde die Initiative zwar die Mehrbelastung von Ehepaaren gegenüber unverheirateten Paaren abschaffen. Sie würde aber keine Zivilstandsneutralität herstellen. Die heute in gewissen Konstellationen bestehende Benachteiligung von unverheirateten Personen gegenüber Ehepaaren, eben dieser Heiratsbonus, bliebe mit der Initiative weiter bestehen oder würde sogar noch verstärkt werden.

Drittens weist der Bundesrat darauf hin, dass auch Modelle, die auf einer gemeinsamen Besteuerung beruhen,

#### AB 2025 N 1605 / BO 2025 N 1605

gewisse Grenzen haben. Ein Vollsplitting – vorausgesetzt, der Splitting-Vorteil kommt nur Ehepaaren zugute – würde die Forderungen der Volksinitiative zwar vollumfänglich erfüllen und die Heiratsstrafe komplett beseitigen, doch gleichzeitig würde dies den Heiratsbonus verstärken. Das Ergebnis wäre, dass unverheiratete Personen je nach Konstellation deutlich mehr Steuern bezahlen würden als Ehepaare in gleichen wirtschaftlichen Verhältnissen. Andere Modelle der gemeinsamen Besteuerung würden die Forderungen der Volksinitiative wiederum nur teilweise erfüllen. So hätte man etwa mit einem Teilsplitting nach wie vor Mehrbelastungen für Ehepaare mit gleichmässiger Einkommensaufteilung. Bei der sogenannten alternativen Steuerberechnung würde wiederum bei gewissen Ehepaaren im Ergebnis gerade keine Zusammenrechnung der Einkünfte mehr erfolgen, wie es die Initiative eigentlich verlangt. Daraus ergibt sich auch, dass bei der alternativen Steuerberechnung Einverdiener-Ehepaare im Vergleich zu Zweiverdiener-Ehepaaren bei gleichem Gesamteinkommen höher besteuert würden, zumindest ab einem gewissen Einkommen. Grund dafür ist, dass Zweiverdiener-Ehepaare anders als Einverdiener-Ehepaare neu von der individuellen Steuerberechnung profitieren würden. Das ist ja eigentlich eine Konstellation, wie sie von den Gegnerinnen und Gegnern der Individualbesteuerung kritisiert wird.

Es gibt am Schluss also einen systeminhärenten Zielkonflikt. Man kann in einem progressiven Steuersystem nicht beides gleichzeitig haben, sowohl eine Gleichbehandlung von Einverdiener- und Zweiverdiener-Ehepaaren als auch eine Gleichbehandlung von verheirateten und unverheirateten Personen; das käme praktisch der Quadratur des Kreises gleich.

Viertens weise ich darauf hin, dass die Initiative die Heiratsstrafe nur auf Bundesebene abschaffen würde. Die Befürworterinnen und Befürworter erachten das als Vorteil. Aber man muss sagen, dass auch auf kantonaler Ebene immer noch eine gewisse Benachteiligung von Ehepaaren vorhanden ist, namentlich von Ehepaaren mit Kindern. Das würde hier nicht beseitigt werden, weil die Initiative eben nur die direkte Bundessteuer betrifft, und die Kantone kennen verschiedene Modelle. Ja, das Vollsplitting beseitigt die Heiratsstrafe, aber das Teilsplitting eben nicht.

Aus all diesen Gründen empfiehlt der Bundesrat die Initiative ohne Gegenvorschlag zur Ablehnung.

**Michaud Gigon** Sophie (G, VD), pour la commission: Finalement, nous avons entendu un deuxième débat sur l'imposition individuelle de la part de la minorité de la commission, du groupe du Centre et du groupe UDC. Pourtant, ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais bien de l'initiative du Centre sur la pénalité du mariage. C'est donc de celle-ci que l'on doit parler et sur celle-ci que l'on doit statuer. Contrairement à ce qu'a dit le porte-parole du groupe du Centre, les calculs sont nombreux, même si ce sont des estimations. Ils sont nombreux et ils ont été apportés par l'administration. Il ne s'agit donc pas de fantasmes. Le modèle du Centre s'avère moins intéressant financièrement pour l'ensemble de la population suisse que l'imposition individuelle telle que validée par le Parlement.

Que cela soit clairement dit une fois pour toutes : la majorité de la Commission de l'économie et des redevances est en faveur de la suppression de la pénalité des couples mariés. Elle ne remet en cause ni le mariage ni la famille. Au-delà des déclamations entendues, c'est donc bien la manière de cimenter les rôles fiscalement



que rejette la majorité de la commission avec l'initiative du Centre. La majorité souhaite, au contraire, favoriser le travail du deuxième revenu familial. Pour reprendre l'expression entendue, "liberté pour tous les couples, toutes les familles", je tiens à préciser quelque chose : si nous voulons laisser à chaque famille la liberté de vivre comme elle le souhaite – et c'est ce que nous voulons –, alors, on ne peut pas soutenir cette initiative, car, dans les faits, elle introduit une autre discrimination, qui est celle des couples non mariés, à moins que l'on soit prêt à perdre jusqu'à 3 milliards de francs de recettes fiscales. Nous pouvons douter que la Confédération et les cantons le souhaitent.

Plusieurs orateurs et oratrices ont affirmé que cette initiative était un avantage pour tous, c'est donc faux. De même, c'est faux de dire, on l'a aussi entendu, que c'est un modèle plus social, car, comme déjà expliqué, ce sont les hauts et très hauts revenus qui seraient avantagés par cette initiative. Ou, peut-être, voulez-vous forcer tous les couples à se marier, ce qui coûterait alors très cher et ce seraient les fonctionnaires de l'état civil qui auraient beaucoup de travail. D'ailleurs, en parlant de fonctionnaires et de couples qui se marient et qui se séparent, heureusement que le nombre de fonctionnaires fiscaux n'a pas doublé, parce que la moitié des couples mariés se séparent aujourd'hui. Peut-être faut-il aussi préciser, puisque le groupe UDC l'a apporté à nouveau dans le débat, qu'il n'y a pas de différence fiscale en fonction de l'orientation sexuelle, mais bien en fonction de l'état civil. La majorité de la commission souhaite la neutralité civile fiscalement.

Je conclurai en corrigeant encore une erreur. On a entendu que 21 cantons seraient contre l'imposition individuelle et qu'il ne restait donc que l'initiative du Centre pour supprimer la pénalité du mariage. Il s'agit des chiffres de la consultation sur l'imposition individuelle de 2023, c'est-à-dire avant le passage devant les chambres. Voici la situation actuelle à la suite du projet d'imposition individuelle tel que sorti du Parlement il y a peu : cinq cantons ont dit qu'ils soutenaient activement le référendum ; dix cantons sont en revanche en faveur du projet d'imposition individuelle, cinq d'entre eux ayant, par ailleurs, déposé une initiative l'exigeant.

On ne connaît pas encore la position des autres cantons, même si on peut l'imaginer critique. J'en profite également pour rappeler qu'à l'époque, en 2013, quand l'initiative du Centre d'alors avait été mise en consultation, les cantons n'étaient pas non plus satisfaits. La relation fiscale entre cantons et Confédération n'est pas facile ; les critiques sont toujours nombreuses.

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national vous propose de recommander le rejet de cette initiative.

**Bertschy** Kathrin (GL, BE), für die Kommission: Ich möchte auf drei Punkte eingehen, die in der Debatte zu Fragen oder Unklarheiten geführt haben.

Erstens zur Heiratsstrafe auf kantonaler Ebene: Die Aussage ist häufig zu hören, die Bundespräsidentin hat es auch erwähnt, dass die Heiratsstrafe auf kantonaler Ebene beseitigt worden sei. Das trifft nicht zu oder längst nicht für alle Kantone. Es trifft bei Verheirateten ohne Kinder zu; Kantone mit einem Vollsplitting haben die Heiratsstrafe völlig beseitigt. Hat aber ein Kanton nur ein Teilsplitting oder einen Doppeltarif, der kein Vollsplitting ist, gibt es dort auch eine Heiratsstrafe. Weiter gewähren fast alle Kantone bei Paaren mit Kindern den Tarif für Verheiratete, auch den unverheirateten Paaren mit Kindern, was ein weiterer Grund für das Fortbestehen einer Heiratsstrafe ist, die in fast allen Kantonen bei Ehepaaren mit Kindern besteht. Das vorliegende Projekt löst diese Frage nicht.

Zweitens möchte ich auf die Beschäftigungseffekte eingehen. Den Voten war eine Unklarheit zu entnehmen, wie und warum Beschäftigungseffekte entstehen und wie hoch diese ausfallen. Der Beschäftigungseffekt ergibt sich nicht automatisch aus der Abschaffung der Heiratsstrafe. Massgebend für Beschäftigungseffekte sind im Wesentlichen zwei Elemente: erstens, wie sich die Steuerbelastung, vor allem die Grenzsteuerbelastung, für die verschiedenen Steuerpflichtigen verändert, und zweitens, wie stark Personen ihre Beschäftigung als Reaktion auf eine Senkung der Steuerbelastung, der Grenzsteuerbelastung, ausweiten; das sind die sogenannten Verhaltenselastizitäten. Diese Verhaltensanpassungen, das zeigt die Empirie, fallen bei Frauen, die verheiratet sind, am stärksten aus. Aus der Kombination dieser zwei Faktoren ergeben sich die geschätzten Auswirkungen.

Eine alternative Steuerberechnung verbessert Erwerbsanreize, wenn auch nur in einem eingeschränkten Ausmass. Grund dafür ist, dass die Anwendung der alternativen Steuerberechnung im Ergebnis einer Individualbesteuerung gleichkommt. Sie führt zu niedrigen Grenzsteuersätzen auf den

AB 2025 N 1606 / BO 2025 N 1606

Zweiteinkommen, was zu Beschäftigungseffekten bei den betreffenden Personen führt. Diese sind aber geringer als bei der Individualbesteuerung, weil bei Ehepaaren, bei denen die alternative Steuerberechnung nicht zum Tragen kommt, die Grenzsteuerbelastung auf dem Zweiteinkommen hoch bleibt. Dort stellt sich diese Wir-



kung nicht ein. Bei Splitting-Modellen entstehen Beschäftigungseffekte, weil die Steuerbelastung sinkt, bzw. nur dann, wenn die Steuerbelastung sinkt. Diese Effekte müssen in diesem Modell aber teuer erkauft werden. Bei der Individualbesteuerung entsteht der grösste Effekt. Durch den Systemwechsel sinkt die Grenzsteuerbelastung auf dem Zweiteinkommen sehr stark. Die Progression beginnt erneut bei null. Das heisst, auf den ersten Franken Einkommen wird keine Steuer bezahlt. Beschäftigungseffekte gibt es auch durch die Umsetzung in den Kantonen, selbst dann, wenn der betroffene Kanton keine Heiratsstrafe mehr hat.

Die Modellvarianten im Vergleich: Wenn man immer das höchste Szenario vergleicht, ist bezüglich der alternativen Steuerberechnung bei der Variante, die zu 600 Millionen Franken Mindereinnahmen führt, mit bis zu 6900 Vollzeitäquivalenten zu rechnen und bei der Variante mit Kosten in der Höhe von 1 Milliarde Franken mit bis zu 9000 Vollzeitäquivalenten – die Abschaffung der zivilstandsbezogenen Abzüge und die Beibehaltung der zwei Tarife vorausgesetzt. Beim Splitting-Tarif dürfen wir, wenn es 3 Milliarden Franken kostet, mit bis zu 8600 Beschäftigten rechnen und mit bis zu 1500 Beschäftigten bei der Variante mit Ausfällen von 1,5 Milliarden Franken. Bei der Individualbesteuerung dürfen wir aufgrund des Systemwechsels bei den kantonalen Steuersystemen mit bis zu 44 000 Beschäftigten rechnen, 11 100 davon gehen zurück auf die Veränderung auf Bundesebene, dies bei Mindereinnahmen von 600 Millionen Franken. Das zeigen die Tabellen aller geprüften Modelle. Rein ökonomisch, vom Kosten-Nutzen-Verhältnis her, fällt die vom Parlament beschlossene Individualbesteuerungsreform am besten aus. Die Beurteilung, ob die Effekte hoch oder tief sind, überlasse ich Ihnen.

Drittens wurde von den Befürwortenden der Initiative gesagt, 5 Kantone seien für die Individualbesteuerung und 21 dagegen. Ich wurde gefragt, ob diese Zahl stimmt respektive woher sie stammt. Sie stammt aus dem Vernehmlassungsbericht zur ursprünglich vorgelegten Umsetzungsvariante der Individualbesteuerung durch den Bundesrat vom August 2023. Zu erwähnen ist dabei, dass der Bundesrat die Individualbesteuerung in der Botschaft anpasste. Die Vorlage wurde vereinfacht. Es wird auf gegenseitige Abhängigkeiten verzichtet. Paare können jetzt weitgehend unabhängig voneinander veranlagt werden, weil keine übertragbaren Abzüge vorgenommen werden und es nur einen Tarif gibt.

Die Vereinfachung war ein wichtiges Anliegen der Kantone. Das Parlament hat ein zweites wichtiges Anliegen der Kantone und Städte umgesetzt, es hat nämlich die Mindereinnahmen von 1 Milliarde Franken auf 600 Millionen Franken reduziert. Beide Anpassungen könnten bei einigen Kantonen zu einer anderen Beurteilung geführt haben. Bekannt ist, dass die Kantone Basel-Landschaft, Basel-Stadt, Bern, Graubünden und Luzern eine Standesinitiative für die Individualbesteuerung beschlossen haben. Weitere Kantone haben sich im Rahmen der Frage einer allfälligen Ergreifung des Kantonsreferendums dagegen und für die Individualbesteuerung ausgesprochen. Das sind die Kantone Solothurn, Schaffhausen, Jura, Glarus, Luzern und Tessin. Die Kantone St. Gallen, Thurgau, Obwalden, Wallis und Appenzell Innerrhoden unterstützen das Kantonsreferendum aktiv und äusserten sich in den vergangenen Tagen und Wochen gegen die Individualbesteuerung. Von 10 Kantonen, die die Individualbesteuerung in der Vernehmlassung abgelehnt haben, liegt keine aktuellere Beurteilung vor. Wenn man also die jeweils aktuelle Stellungnahme nimmt, lässt sich zusammenfassen: 10 Kantone sind aktuell für die Individualbesteuerung, 16 sind dagegen.

Dass die Kantone nicht in Begeisterung über Steuerreformen ausbrechen, welche wir auf nationaler Ebene vorschlagen, ist nichts Neues. Es ist eine schwierige Beziehung. Das war auch 2013 nicht anders. Im Vernehmlassungsverfahren zur ausgewogenen Paar- und Familienbesteuerung wurde das Modell "Mehrfachtarif mit alternativer Steuerberechnung", also eine der möglichen Umsetzungsvarianten der hier diskutierten Initiative, von der überwiegenden Mehrheit als nicht geeignete Massnahme deutlich abgelehnt. Die Kantone und die Finanzdirektorenkonferenz kritisierten, dass insbesondere dieses Modell zu bürokratischen Hürden für die Kantone führen werde, welche im Vergleich zu ihrem Nutzen unverhältnismässig hoch seien. Ein derart kompliziertes Vorgehen bei der Veranlagung stehe in krassem Widerspruch zur immer wieder geforderten Vereinfachung. Die Beziehung zwischen Bund und Kantonen in der Steuerpolitik ist also komplex, und das nicht erst seit neuester Zeit.

Die WAK-N beantragt mit 13 zu 12 Stimmen, die Volksinitiative 25.018, "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!", zur Ablehnung zu empfehlen, und unterstützt die zivilstandsneutrale Individualbesteuerung. Sie hält fest, dass die Initiative erstens keine Zivilstandsneutralität herstellt, sondern eine Besserstellung von Ehepaaren bei den Bundessteuern, dass sie zweitens die Heiratsstrafe in denjenigen Kantonen, in denen sie noch besteht, nicht löst und dass sie drittens die Problematik der schlechten Erwerbsanreize für Zweitverdienende, meist Frauen, nicht zufriedenstellend löst.

**Wismer-Felder Priska (M-E, LU):** Vielen Dank, Frau Bertschy, für Ihre Erklärungen. Sie brauchen Ihre Unterlagen nicht, meine Frage ist relativ einfach. Sie haben jetzt eigentlich einen grossen Teil Ihres Votums dazu



benutzt, um die Individualbesteuerung zu erklären. Können Sie mir den Grund sagen, weshalb wir die beiden Initiativen hier im Rat nicht zusammen behandelt haben? Wäre es nicht sinnvoll gewesen, beide Modelle nebeneinander zu beraten, hier im Rat eine richtige Auswahl zu haben, um dann beide Modelle einander gegenüberzustellen?

**Bertschy** Kathrin (GL, BE), für die Kommission: Ich kann Ihnen diese Frage gerne beantworten, Frau Kollegin. Der Grund ist, dass sich Ihre WAK schon seit Jahren mit der Frage der Einführung der Individualbesteuerung beschäftigt und nicht erst seit dem letzten Jahr. Wir hatten bereits 2019 im Rahmen der Vorlage 18.034, bei der wir im Rat eine Rückweisung beschlossen hatten, entschieden, zu einem Individualbesteuerungsmodell zu wechseln. Im Jahr 2021 wurden bereits die Eckwerte festgelegt. In der Legislaturplanung wurde der Auftrag zur Einführung der Individualbesteuerung erneut bekräftigt. Die Individualbesteuerung ist ein Projekt, mit dem sich die Kommission für Wirtschaft und Abgaben seit sechs Jahren beschäftigt. Das läuft schon deutlich länger als die Initiative, welche die Mitte jetzt vorlegt.

**Durrer-Knobel** Regina (M-E, NW): Frau Bertschy, Sie haben gesagt, dass einige Kantone eine Standesinitiative eingereicht haben, andere nicht. Können Sie bestätigen, dass diejenigen Kantone, die das Referendum nicht ergriffen haben, nicht automatisch die Individualbesteuerung befürworten?

**Bertschy** Kathrin (GL, BE), für die Kommission: Sie müssen unterscheiden, geschätzte Kollegin, zwischen den Standesinitiativen – es sind fünf Kantone, die eine Standesinitiative nach Bern geschickt haben – und den Abstimmungsergebnissen zum Kantonsreferendum. Es haben diverse Kantone das Kantonsreferendum abgelehnt, das heisst, sie wollen kein Referendum gegen die Individualbesteuerung ergreifen. Ob sich dann die Ratsmitglieder bzw. die Bevölkerung des Kantons für oder gegen die Individualbesteuerung aussprechen, ist eine andere Frage. Das gilt aber genauso für das Modell, das wir hier diskutiert haben. Die aktuellsten Stellungnahmen aus den Kantonen zeigen einfach, dass nicht 21 Kantone die Individualbesteuerung ablehnen, sondern dass das Bild vermutlich mittlerweile sehr viel ausgewogener ist.

*Eintreten ist obligatorisch*

*L'entrée en matière est acquise de plein droit*

AB 2025 N 1607 / BO 2025 N 1607

**Bundesbeschluss über die Volksinitiative "Ja zu fairen Bundessteuern auch für Ehepaare – Diskriminierung der Ehe endlich abschaffen!"**

**Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "Oui à des impôts fédéraux équitables pour les couples mariés – Pour enfin en finir avec la discrimination du mariage !"**

*Detailberatung – Discussion par article*

**Titel und Ingress, Art. 1**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule, art. 1**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 2**

*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



*Antrag der Minderheit*

(Müller Leo, Aeschi, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Kamerzin, Martullo, Pamini, Ritter, Tuena)  
... die Initiative anzunehmen.

**Art. 2**

*Proposition de la majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition de la minorité*

(Müller Leo, Aeschi, Amaudruz, Bregy, Buffat, Burgherr, Hübscher, Kamerzin, Martullo, Pamini, Ritter, Tuena)  
... d'accepter l'initiative.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 25.018/31139)

Für den Antrag der Mehrheit ... 99 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 92 Stimmen

(0 Enthaltungen)

**Le président** (Page Pierre-André, premier vice-président): L'entrée en matière étant acquise de plein droit, il n'y a pas de vote sur l'ensemble. L'objet va au Conseil des États.